



**la lanterne
noire**

Revue de Critique Anarchiste

Première année

3

NOS POINTS COMMUNS

L'exploitation et la domination d'une classe sociale sur une autre sont basées non seulement sur les rapports de production mais aussi sur la *reproduction* des conditions de la production.

L'Etat garantit et légitime la perpétuation du système établi. Par l'intermédiaire de l'école, de la police, de la justice, de l'armée, il détient le monopole de la force, de la violence, avec ou sans la complicité de leurs victimes.

La Révolution est la seule possibilité de changement. C'est le projet et l'action, la théorie et la pratique des classes exploitées face à la perpétuation des privilèges des classes dominantes. Une nouvelle situation résultera des forces mises en mouvement et de la profondeur de la contestation. C'est un aboutissement et un commencement.

Mais dans le processus révolutionnaire peuvent se transférer du vieux monde à la société qui naît, des éléments qui rendent possible la reconstruction de la structure de domination et d'exploitation (la hiérarchie, la délégation de pouvoir, la bureaucratie).

C'est ainsi que la Révolution, insurrectionnelle et expriatrice, ne saurait être, ni s'attribuer, la représentation d'une quelconque catégorie sociale plus ou moins abstraite. Ni au « nom du peuple », ni du « prolétariat », ni de quoi que ce soit. Elle sera l'expression concrète de ces catégories-là, définies dans l'action et parlant par elles-mêmes. Ni la dictature d'un parti au nom d'une classe, ni le gouvernement d'une classe, serait-ce le prolétariat, sur d'autres classes exploitées (paysans, employés...). La Révolution sera la destruction de la forme capitaliste de production, la fin de la division de classes, de la domination d'une classe sur une autre.

Pour nous la Révolution signifie la disparition de la division sociale et technique du travail, de la séparation manuels/intellectuels, de la séparation ville/campagne et, fondamentalement, de la séparation dirigeants/exécutants. Et c'est dès maintenant que nous pouvons lutter contre ces divisions, y compris au sein de notre groupe, tout en sachant que la solution ne saurait être ni individualiste, ni groupusculaire, ni volontariste. Quoiqu'indispensables, les modifications au niveau des relations interpersonnelles sont nécessairement partielles. Pour qu'un changement de fond ait lieu, il faut modifier en même temps le cadre structurel du mode capitaliste de production et de l'Etat. C'est-à-dire que la Révolution exige, dans la présente situation historique, un moment collectif insurrectionnel.

Changer le système de production, c'est aussi changer l'ensemble de la technologie liée à ces divisions, afin de changer la manière dont les hommes produisent, et établir des rapports égaux entre eux et dans tous les domaines, et non un simple contrôle, aussi démocratique soit-il, où l'ouvrier resterait « maître » de son usine, le paysan de son champ, etc... Cela implique une rotation des tâches entre différents types de production, et exclut tout Etat, même transitoire, toute forme de centralisme, même démocratique, tout réformisme, même musclé.

Nous ne savons pas comment cela est possible, mais plutôt que sans cela, rien n'est possible (en tous cas pas le socialisme). L'une de nos tâches est de discuter et d'envisager ces possibilités dès maintenant, en évitant tout dogmatisme.

Le fait que nous pensions que le prolétariat ne soit plus en voie d'expansion dans les pays développés, ni qu'il soit le seul moteur de l'histoire, ne veut pas dire qu'il soit remplacé dans cette fonction. Remplacer ouvrier par jeune ou par marin, ou par technicien, selon les cas ou les intérêts du moment, c'est tomber dans le mode de pensée abstrait qui fait du prolétariat d'usine la classe révolutionnaire.

Sommaire

LA VIOLENCE REVOLUTIONNAIRE	
L'inaction violente	4
Violence et révolution	11
Prélude à une réflexion sur le terrorisme	16
On ne plastique pas un rapport social	18

VIETNAM : QUELLE VICTOIRE ?	21
------------------------------------	----

ETRE GOUVERNE C'EST ETRE RECENSE	24
---	----

PORTUGAL : LES LUTTES AUTONOMES DES TRAVAILLEURS	26
---	----

STUTT GART, la fin de l'expiation	35
--	----

LIRE OU NE PAS LIRE	
Surveiller et punir	37
De l'insurrection à la « tragédie de Cronstadt »	38

DEBAT	
« Election... perturbation » et « A propos des élections »	40
La division du travail	41

COURRIER	42
-----------------	----

LIAISONS	46
-----------------	----

REVUES ET JOURNAUX	47
---------------------------	----

la lanterne noire

Revue de Critique
Anarchiste

N. 2 - Juin - Juillet 1972

Sommaire

Pour toute correspondance :

P. BLACHIER, B.P. 14
92360 MEUDON-LA-FORET

(ne pas mentionner *La Lanterne Noire*)

Directeur de la publication :

J.-P. DUTEUIL

Pour tout paiement :

envoyer provisoirement l'argent à la **B.P.**

Prix du numéro : **5,50 F**

Abonnement quatre numéros : **20 F**

Etranger : **25 F**

82

80

78

76

74

72

70

68

LA VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE

Introduction

Face à ceux qui subissent la répression de l'Etat, notre solidarité est primaire, immédiate. Nous pouvons ne pas être d'accord avec la stratégie ou la méthode ou la finalité d'une action violente, révolutionnaire, mais nous soutenons comme nous pouvons ceux qui supportent les conséquences de leur révolte.

Le spectacle de l'Etat allemand préparant le châtiement de Baader-Meinhof nous rappelle que le fascisme est présent sous les habits qui conviennent pour l'occasion: libéral, social-démocrate ou démocrate-chrétien.

Murs, couloirs et barreaux. Gardiens. Mitraillettes et barbelés. Le béton et les chiens de garde: l'image de l'ordre bourgeois menacé par 26 bandits « anarchistes ». Les analyses de la Fraction Armée Rouge n'ont rien à voir avec l'anarchisme; ce qui est important, pour nous, c'est qu'ils ont attaqué le système capitaliste dans ses points sensibles et que le capitalisme veut les abattre.

En Italie le fascisme n'a même pas changé d'habits. La violence fasciste menace tous les révolutionnaires. Marini a été condamné par la justice italienne pour avoir défendu sa vie contre les attaques d'une bande fasciste.

En Espagne, après Puig Antich, d'autres condamnations à mort se préparent.

En France, derrière la façade du libéralisme la répression se porte bien: les tribunaux d'exception de l'armée, la prison clandestine pour immigrants à Marseille, la complicité des polices française et espagnole au pays basque, etc., etc.

Dans les deux premiers numéros nous avons donné des informations sur les actions du GARI.

Rapellons qu'après leur grève de la faim, les militants emprisonnés sous l'inculpation d'appartenir aux GARI ont obtenu l'essentiel de leurs revendications (réunions, lectures et courrier), sans toutefois que l'administration leur

concède un statut « officiel » de prisonnier politique et leur accorde le « régime spécial » de détention.

Ce succès a été suivi de la libération d'Octavio Alberola (la dernière des 11 personnes inculpées après l'enlèvement du banquier Suarez) ainsi que de Floreal Cuadrado, de José Maria Condom-Bofill et de Jean-Michel Martinez et Victor Manrique. Il reste donc cinq personnes en prison, sous des inculpations diverses donnant lieu à des instructions distinctes devant différentes instances judiciaires, en dépit du fait que les neuf militants arrêtés depuis l'été sont tous déferés devant la Cour de Surêté de l'Etat, en vertu de leur appartenance supposée aux GARI.

La lutte pour la liberté et la vie des emprisonnés doit continuer et se développer. La solidarité ne se discute pas, elle se donne.

Ceci dit, les opinions sur la violence révolutionnaire ne sont pas unanimes à « La Lanterne Noire ». Après un accord général et plutôt abstrait sur le recours à la violence auquel se voit obligée la révolution, les opinions diffèrent sur l'opportunité et la stratégie de la violence.

La discussion sur l'article de Claude fut centrée sur deux aspects très controversés: la nécessité que la signification de l'action soit contenue entièrement dans l'action elle-même et le concept d'autonomie de la lutte.

En ce qui concerne l'article de Nicolas la divergence est apparue à propos du rapport entre l'acte et le projet révolutionnaire et sur la nécessité d'une éthique et d'une relation moyens-fins.

Le « Prélude à une réflexion sur la violence » amena la discussion sur le problème de la forme, sur un certain type de discours sévèrement critiqué par plusieurs membres du groupe, ce qui empêcha en quelque sorte la considération de la thèse de l'article.

Evidemment, la discussion se poursuit.

L'INACTION VIOLENTE

Attentats, enlèvements, plasticages, actions armées de groupes révolutionnaires d'appartenances diverses : s'agit-il d'une recrudescence, d'un retour de formes d'actions longtemps délaissées, signe alors d'une « nouvelle phase » de la « période » ? Mais de telles actions, en fait, il y en a toujours eu, elles n'ont jamais cessé : Espagne, Italie, France, Allemagne, Angleterre, Uruguay, Argentine, Québec, U.S.A. ... Palestiniens, un peu partout ! Actions montées en épingle par les media, et se recouvrant l'une l'autre dans le souvenir, un événement chassant l'autre. Peut-être, dans tout cela, n'y a-t-il de nouveau que l'exploitation systématique, cynique, rationnelle, à laquelle elles sont soumises — voire, qu'elles appellent ?

Et chaque fois, sur un air connu, le chœur des humanistes et des moralistes, les condamnations hypocrites et doucereuses — tellement écœurantes, qu'elles découragent toute discussion, toute réflexion.

Des entreprises de ce type ne visent pourtant pas seulement à obtenir tel ou tel recul ponctuel du pouvoir ; elles veulent en même temps *signifier* quelque chose vis-à-vis d'un public, de la « masse », des militants ; intention qui s'adresse à tous, donc à nous : c'est donc à nous aussi qu'il revient de dire ce que nous ressentons ou pensons de ces actions « violentes » — que cela corresponde ou non à l'intention originelle de leurs auteurs (1).

(1) En cela, on ne fait que renouer avec le débat engagé depuis longtemps, par exemple, dans ICO, numéro 122 (juin 73), 106-107 (juin 71), 94 (juin 70).

L'attentat contre Carrero Blanco (ETA) ; l'enlèvement du banquier espagnol Suarez, consécutif à l'assassinat de Puig Antich ; les attentats et sabotages revendiqués par les GARI, GARROT, etc (cf. La chronologie dans L.N. n° 2) ; l'enlèvement du chef CDU Lorentz, en Allemagne, et même les actions ordinairement appelées « terroristes », au sens propre, comme la prise d'otages « innocents », plus ou moins au hasard, les bombes dans les lieux publics, etc.

Mettons à part pour le moment les actions terroristes palestiniennes. Je ne parlerai ici que d'un type d'action qui

— est dirigée plus ou moins directement contre des instances éminemment répressives (le gouvernement, la justice) ;

— menace ou atteint des individus éminemment compromis avec le système d'oppression ou de répression (un directeur de banque espagnol, un leader de droite, ne peuvent pas être des personnes innocentes politiquement !)

— prétend s'efforcer de ne pas mettre en danger des individus innocents et étrangers aux appareils de répression ;

— est le fait de militants, groupes ou individus, qui se présentent comme tels, ne se laissent identifier que dans et par leur action, ou bien dans le projet radical et subversif qu'ils veulent y inscrire et qu'ils énoncent à cette occasion. S'il leur arrive bien de se situer comme « travailleurs », « exploités », « prolétaires », c'est toujours secondaire par rapport à ce qui leur paraît plus important : « révolutionnaires », c'est-à-dire leur projet — et cela ne désigne presque jamais un lieu social tant soit peu précis, permettant à d'autres de se situer par rapport à eux.

Le sens d'un acte est autant dans les réactions qu'il suscite que dans le projet qui le supporte explicitement. Et quand il s'agit d'actes « politiques », comme ceux examinés ici, qui visent à créer un effet-choc, il est d'autant plus indiqué de se situer au niveau de réactions et impressions surtout immédiates.

Car, quant aux effets à plus long terme, surtout les effets de radicalisation, il paraît bien difficile d'en dire quoi que ce soit de sûr, ou même de probable.

Une personnalité qui demeure introuvable malgré toutes les recherches, la mise à mort du chef des bourreaux espagnols, un gouvernement contraint de céder au « chantage des terroristes » — sur le moment, cela fait naître chez nous l'intérêt, voire même la satisfaction : la réussite au moins momentanée d'une entreprise apparemment impossible, le coup spectaculaire porté à une figure éminente de l'oppression ou du fascisme, jusqu'au ton de circonstance que prennent les journalistes — tout cela est assez réjouissant, au moins quelque temps. Et cette réaction, la nôtre, indique en tout cas un certain niveau de connivence !

De même pour les actions de type GARI : attentats contre les voies ferrées, contre cette merde commerciale et sportive qu'est le Tour de France, décapitation de la statue de St-Louis ; ou pour celles (par ailleurs différentes) des mouvements autonomistes ou régionalistes, contre les mairies, perceptions ou commissariats ; actions moins « palpitantes » puisque sans enjeu immédiat, on y lit pourtant tout de suite *leur propos le plus immédiat* : l'ordre régnant, l'Etat, ses forces armées et ses moyens de répression, mais aussi d'intimidation, de dissuasion, d'intégration, n'ont pas une emprise absolue, tous les individus ne leur sont pas entièrement soumis ; il est d'une certaine façon possible de le refuser, de se regrouper, ne serait-ce qu'à quelques-uns, prêts à dépenser leur énergie et à prendre des risques pour témoigner, capables parfois de réussir, d'arrêter un moment la machine à broyer les esprits et les personnes, capables d'être solidaires autrement qu'en paroles. Et c'est encore mieux, dans le cas (rare) où ils ne se prennent pas pour autant au sérieux, résistent aussi à la tentation de s'identifier à la classe ouvrière, à son avant-garde éclairée, ou à la révolution... !

Mais ceux qui ont pris ces risques ne tardent pas à en affronter le revers ; entre les incitations à la chasse à l'homme et les condamnations patelines

de la-violence-d'où-qu'elle-vienne, on ne pourra évidemment que les « soutenir » selon ses moyens : soutien matériel, aide contre la répression, moyens de se défendre et *de s'expliquer*. (2)

Mais ces explications devançant ou rencontrent les réflexions des témoins et sympathisants ; on passe alors sur un autre terrain, et de cet autre point de vue les premières impressions comme les justifications avancées vont montrer leur ambiguïté. Car dans la multiplicité des déclarations (celles qui, par exemple, ont fait suite aux actions des GARI) on voit déjà que les actes en eux-mêmes ne parlent pas clair, ni sans équivoques, que leurs auteurs se voient sans cesse contraints d'en rectifier le sens, de corriger les interprétations qui, elles aussi, se succèdent, et ceci indéfiniment.

Quant au plaisir qu'on peut éprouver à voir une crapule dérouiller à son tour, une figure du pouvoir narguée, frappée, ou une institution contrainte à céder, ce plaisir ne peut être que de courte durée : on ne peut pas ignorer ce que telle entreprise signifie, pour ses auteurs, d'angoisse, de contraintes, de *dépendance* à l'égard de ceux qui les soutiennent — ni ce qui attend ceux qui se font prendre. Ce qu'elle signifie aussi pour ceux sur qui, par ricochet, la répression se fait d'autant plus féroce, plus tortionnaire, que les recherches policières restent vaines. Tout cela on le sait, même si on préfère le taire, car là, les media se font plus discrets, et les informations plus rares ; on l'a vu cent fois, et si on considère non seulement l'action en elle-même ou ses préparatifs, mais tout ce qu'elle comporte par la suite pour ses auteurs et pour les autres, cela rend très méfiant à l'égard des déclarations du genre : on a pris son pied, on ne regrette rien... !

(2) C'était le sens des deux textes de rectification et de chronologie consacrés aux GARI dans L.N. 1 et 2. Des lecteurs ont critiqué le fait d'en rester là, sans aucune mise en question du sens même de leurs actions.

En outre, dans les sentiments de satisfaction éprouvés sur le moment par les témoins, il faut bien reconnaître ce qu'il y a de compensation imaginaire à notre propre inaction, même forcée, à notre difficulté de déterminer un lieu d'intervention immédiate, et de contrer la mécanique de la répression. Face à l'assassinat de Puig Antich, les démonstrations dérisoires des cortèges organisés, et les proclamations vibrantes des spécialistes, ne pouvaient que renforcer les sentiments de rage impuissante. Et pour les témoins, l'enlèvement du banquier Suarez en était l'annulation, mais imaginaire (même si, pour ses auteurs, il s'agissait de pouvoir exiger et obtenir, et de sauver une autre vie). Imaginaire, parce que ce qui était ressenti *illusoirement*, c'était que la force du fascisme espagnol était pour un temps suspendue, vidée, que l'horreur du garrotage était quelque peu compensée, pour nous, grâce à d'autres. Rien de très reluisant dans tout cela !

On comprend dès lors que ceux qui ont pris des risques puissent s'impatienter quand ils se rendent compte que les soutiens qu'ils reçoivent vont rarement jusqu'à suivre leur propre exemple (il y a en même temps d'autres raisons pour cela, ou le verra), et que l'extension, la généralisation qu'ils appellent ne se produisent jamais ; peut-être soupçonnent-ils le rôle qu'ils jouent, par leurs actions, en permettant aux autres de s'attribuer, par identification et procuration, une radicalité toute imaginaire ? Mais s'il est bien légitime de se poser la question à propos des témoins et des défenseurs (3), pourquoi ne le serait-ce plus, s'agissant des auteurs de ces actes qui ne parlent pas d'eux-mêmes, et qui sont par bien des côtés, « mis en scène », mis en valeur ?

Personne, sinon dans un moment d'égarement, ne peut s'imaginer que de telles actions violentes, même l'enlèvement ou la prise d'otages, peut mettre

(3) Comme le fait *Lutte de classe*, mai 1975, p. 6.

globalement l'Etat en échec, le faire reculer plus d'un court instant, intimider la machine répressive ; cela n'est pas possible parce que le pouvoir d'Etat par définition ne peut pas se le permettre, parce que la seule façon pour lui d'enregistrer les coups qui lui sont portés c'est de frapper plus fort et davantage. On commence seulement à entendre parler du durcissement de la répression consécutif à l'enlèvement de Lorenz ; on ne peut pas ne pas faire le rapport entre l'assassinat de Puig Antich par le pouvoir et l'attentat contre C. Blanco qui l'a précédé, ne serait-ce qu'à titre d'hypothèse ; d'autres sont plus catégoriques : « Il fallait au pouvoir une vengeance : ce fut l'exécution de Salvador Puig » (*Rapto en Paris*, p. 10). Il peut être tentant de faire sentir directement à tel juge d'instruction, procureur ou commissaire les revers de la position qu'il a choisie, pour que cela serve en même temps de leçon aux autres ; mais on a suffisamment de recul pour savoir que cela n'a jamais atteint son but, que le pouvoir ne peut pas reculer, que même quand il « cède » (aux exigences ou à certaines exigences de ceux qui font pression sur lui), ce n'est que pour un instant, se reconstituant l'instant d'après, et pesant alors d'un poids redoublé, sur les mêmes qui le défiaient, ou bien sur d'autres. Le pouvoir (d'Etat) peut certes être affaibli ou détruit, et même il ne peut l'être que par un affrontement violent, comme le montrent toutes les révolutions ; mais il s'agit alors d'affrontements qui mettent en jeu des forces sociales : pas forcément toutes les classes opprimées, ni même une classe dans son entier ou dans sa majorité, mais des groupes possédant une existence sociale que leur action commune fait voir et reconnaître, en même temps qu'elle les réunit dans la lutte : ouvriers, employés, soldats, habitants d'un quartier, chômeurs, locataires, immigrés, prisonniers, lycéens, élèves des C.E.T. ...

C'est précisément quand ces forces sociales semblent absentes ou inactives, quand les membres des classes exploitées ou opprimées ne paraissent pas prêts à se rassembler dans le combat, ou quand leurs tentatives dans ce sens sont restées isolées et n'ont connu que

l'échec, c'est alors qu'on peut penser favoriser leur mouvement par des actions résolues, manifestant qu'il y a encore quelque part de la résistance, de la volonté, de l'irréductibilité ; en « montrant » ainsi au public, à la « masse », ou bien seulement aux autres militants, activistes en puissance qu'il s'agirait de gagner à d'autres entreprises, qu'il est possible de se « mobiliser », d'intervenir et de vaincre en certains cas. Une explosion, petite ou grande, ne peut-elle pas faire bouger beaucoup d'idées, et de préjugés démobilisateurs ?

« Mobilisation » ! Ce n'est pas sans raison que les partis et groupuscules léninistes ou avant-gardistes affectionnent cette idée, quitte à se dépêtrer ensuite avec les difficultés qu'elle entraîne : la conception des classes comme masse atomisée, intégrée, immobilisée, refroidie... A nos yeux, le terme de mobilisation désigne dans la réalité, soit les manipulations grâce auxquelles des groupes dirigistes entraînent les dominés dans des entreprises étrangères à leurs intérêts (comme dans la « mobilisation générale » des temps de guerre), soit les gesticulations diverses visant à annuler, de façon incantatoire, le fait désespérant et têtue que pendant de longues périodes *il n'y a pas* d'activités révolutionnaires collectives menaçant l'ordre établi (pour toute une série de raisons qui nous restent obscures pour une part...)

Quoi qu'il en soit, des individus se constituent en groupes plus ou moins « autonomes », indépendants des partis traditionnels, et développant des actions du type que nous avons décrit, à la fois au titre de leurs propres réactions aux saloperies du système, et pour entraîner celles des sympathisants trop inertes. Que deviennent de telles actions, par rapport à leurs intentions ? *Elles leur échappent aussitôt.* « L'actualité » s'en empare, et c'est bien ce qu'on voulait : il s'agissait que ces actions ne restent pas ignorées, que les communiqués et prises de positions explicatives soient diffusés le plus largement possible, journaux, radio, télé ; les ravisseurs de Lorenz imposant même que les négociations se déroulent par

l'intermédiaire de la télévision, sous les yeux mêmes du « public ». Et non sans raisons ! Car tous les cas précédents l'ont bien montré : l'image que les media présentent de telles actions, et par conséquent les effets, les impressions, les réactions qu'elles entraînent, sont loin de coïncider avec ce que souhaitaient les auteurs ; eux-mêmes ou leurs sympathisants n'en finissent pas de relever les présentations fausses ou tendancieuses, les associations ou amalgames, les déclarations déformées ou tronquées, et tentent pourtant sans relâche d'obtenir que soient diffusées leurs « véritables » positions... mais au moins, ceux qui ont imposé de négocier directement à la télévision, sont-ils maîtres de leur propre message, contrôlent-ils le sens perçu dans leurs actions ?

Le croire serait s'illusionner. Même l'élimination d'un chef de gouvernement fasciste, ou d'un chef d'Etat — ou tout autant les actions ponctuelles contre tel ou tel lieu social « significatif », tout cela n'est et ne peut être en soi autre chose qu'un « événement ». C'est là son sens principal, qui lui vient de tout son contexte (d'autres événements, dont la série indéfinie forme « l'actualité », forme vide de la succession) et de la position où se trouvent nécessairement placés ceux qui en reçoivent l'information : position de récepteurs passifs, de consommateurs de messages, dont aucun n'a de sens par lui-même mais au travers de leur ensemble (« l'actualité ») reconstitué par les media — Et dans ce sens global, cela crève les yeux, il n'y a place pour aucune intention radicale, aucune signification subversive, « mobilisatrice » ; seuls peuvent encore feindre d'y croire ceux qui visent en dernier ressort à l'utiliser pour leur propre compte : les Krivine, qui, à l'instar de Mitterand et Marchais, ne sont plus à leur tour que les pantins vedettisés alimentant eux-mêmes, de leurs faits et gestes, l'actualité sans laquelle ils ne seraient rien. Rien à faire : sur un écran, en deux dimensions, sous l'œil du téléspectateur, rien de réel ne peut passer, rien ne peut se passer. Ou alors, il faut que par ailleurs, beaucoup de choses aient déjà changé, ou soient en train de changer, que le règne des media soit menacé !

Et pour cela, il faut autre chose qu'une opération astucieuse piégeant pour quelques heures un gouvernement dans sa propre télévision ! Il faudrait, encore, qu'une force sociale s'empare des media, et, pour y inscrire un autre sens, détruise nécessairement, pour commencer, tout le *rapport* (spectacle-événement-actualité) sur lequel ils reposent et s'imposent en en construisant un autre, collectif et autonome.

En ce sens les actions spectaculaires, mobilisatrices, démystifiantes, « dénonciatrices », se trouvent placées au départ sur le même terrain que les figures qu'elles combattent : celui de la *représentation* ; cela est inscrit dans leur nature même, et se retrouve à chaque étape de leur déroulement ; et c'est incompatible aussi avec l'idée d'actions « autonomes », ou de groupes « autonomes ».

Une action autonome ne peut pas être *seulement* celle qui se déroule en dehors des stratégies élaborées dans une perspective intégratrice ou contre-révolutionnaire par les directions bureaucratiques des organisations traditionnelles ; ce n'est pas non plus seulement l'action qui est la réponse immédiate à une situation concrète de la part de ceux qui la subissent ; pour être autonome, il faut également qu'elle se développe de façon à conserver le contrôle du sens qu'elle va prendre, pour ceux à qui elle s'adresse au premier chef : ceux qui se trouvent dans la situation même qui la fait naître, ou bien dans une situation semblable, et qui se trouvent ainsi invités, incités à développer des actions analogues ou qui la prolongent, parce qu'ils peuvent y voir sans équivoque qui lutte contre quoi et contre qui. De la même façon, un groupe autonome est celui qui s'affranchit non seulement de la tutelle idéologique et organisationnelle des partis et des syndicats (a fortiori des idéologies réactionnaires), mais aussi des formes de dépendance auxquelles ceux-ci sont liés : un groupe qui n'a pas besoin du concours des forces d'aliénation contre lesquelles il lutte (en particulier des media), pour faire passer le sens de son action. Un des aspects de la lutte est la conquête même

partielle de l'autonomie à ce niveau-là également, et c'est pourquoi on se félicitait après 68 de voir une quantité de groupes se constituer et se donner des moyens d'expression en dehors des circuits et des formes conventionnelles, ou du moins tenter de le faire. Mais ceux d'entre eux qui choisirent d'avoir, en outre, recours à des moyens d'action violente, clandestine (qu'on se rappelle la nouvelle Résistance Populaire, l'enlèvement de Nogrette) se trouvèrent alors de nouveau sous la dépendance de forces idéologiques en mesure de détourner et de s'approprier ces actions pour leur faire signifier tout autre chose. A y bien regarder, si la thèse de la provocation policière peut-être si souvent mise en avant, ce n'est pas seulement parce que les militants auxquels nous sommes habitués sont toujours disposés à se traiter réciproquement de flics, ou de provocateurs (quand ce n'est pas de contre-révolutionnaire) ; c'est aussi parce que certaines actions, du type que nous discutons ici, sont de telle nature qu'elles n'écartent pas d'emblée ce genre d'interprétation, autrement dit que leur signification est incertaine, équivoque, n'est pas contenue tout entière dans l'action elle-même, réclame l'interprétation et se prête par conséquent davantage aux interprétations malveillantes et dénonciatrices (4).

Ainsi, à propos de certaines actions qui marquèrent la récente grève des postiers, on peut relever les déclarations et analyses de certains d'entre eux : « Quelques tentatives furent faites sur les centres de tri parallèles. A Nancy, 300 postiers occupent la chambre patronale où un centre de tri est installé, virent les jaunes et les casiers, mais se retirent « à la demande des syndicats parce que les flics menacent d'intervenir ». A Paris, des « inconnus » mettent le feu le 14 novembre 1974 au centre de tri provisoire installé dans un gymnase appartenant à la Chambre de Commerce de Paris. Des centaines de

(4) Celles-ci restent évidemment toujours possibles, il peut toujours y avoir, dans les parages, un quelconque « cégeste prêt à dénoncer les « provocateurs » s'il n'a pas trop peur de se faire casser la figure.

lettres crament. Expédition de postiers ou initiative d'un groupe politique ? On ne sait, mais cette forme d'action isolée clandestine, si elle paraît aller dans le même sens que celle de Nancy, en est différente. A Nancy, c'est un timide essai d'agir *par soi-même* dans son intérêt *collectivement*. C'est sans ambiguïté et personne ne pense à autre chose qu'aux postiers eux-mêmes en lutte. Dans l'incendie de Paris, au contraire, cela pourrait tout autant passer pour une provocation : l'ambiguïté vient précisément du fait qu'il s'agit d'une initiative individuelle et limitée qui ne peut en aucun cas remplacer l'action de tous ». (5)

Ce dernier point est bien entendu discutable. L'ambiguïté d'une action ne vient pas du fait qu'elle est individuelle : le rapport d'un seul individu à une situation d'oppression peut être tout-à-fait clair, ainsi que les actes dans lesquels il l'exprime ; ni du fait qu'elle est limitée : c'est au contraire l'ambiguïté qui contribue à limiter la portée des actions, c'est-à-dire leur reprise, leur prise en charge par d'autres. L'ambiguïté vient de ce que le rapport entre l'action et la situation qui l'a fait naître reste caché, abstrait, inutilisable socialement, idéologique (action revendiquée par des « révolutionnaires » de telle ou telle appartenance) et ne renvoie pas aux témoins, clairement, l'image de leur propre oppression et de leurs propres possibilités de réponse. C'est là la différence entre les deux actions relevées.



Dans une boîte où les travailleurs ont tous les jours affaire à la violence normale et instituée de l'exploitation, leurs propres réactions peuvent très bien être minoritaires et violentes ; la pointeuse peut être sabotée, on peut casser la gueule à un chef, enfermer un directeur dans son bureau, il peut y avoir toutes sortes d'actions ouvertes ou même clandestines : alors dans un tel contexte chacun des travailleurs présents se trouve interpellé par elles là où il se

trouve comme exploité, subissant lui aussi la violence contre laquelle d'autres réagissent ; il se trouve ainsi en mesure d'en déchiffrer immédiatement le sens, sans grandes explications, il est directement sollicité, par les actions elles-mêmes, de se prononcer sur elles en donnant ses raisons, de s'y joindre, d'en proposer d'autres ou de s'y opposer. Dans une telle situation, des actions même violentes, minoritaires, *même anonymes*, ont la possibilité d'être comprises, soutenues, reprises par d'autres ; cela ne se fait pas toujours mais cela *peut* se faire, car elles comportent la recherche d'une relation immédiate avec la collectivité réelle et concrète de tous ceux qui auraient pu avoir les mêmes réactions parce qu'ils vivent les mêmes choses, le même rapport social.

Il ne s'agit pas ici de faire rituellement référence au « lieu de travail » et à ses vertus — pas plus qu'à la sacrosainte « place dans la production » ; il se trouve que les lieux de travail sont ceux où un collectif, ayant affaire aux mêmes rapports institués d'exploitation, peut se reconnaître et se constituer dans l'action commune (bien que ce ne soit pas toujours le cas, à cause de la division du travail, en particulier). Cela ne veut pas dire que la situation de travail est la seule qui permette ce rassemblement ; il y en a bien d'autres, et le problème est justement aussi de *construire les lieux sociaux* de reconnaissance possible, où une situation sociale commune est identifiable et peut être prise en charge par ses acteurs : celle d'habitant d'un quartier (ou d'un espace rural), celle d'usager du métro ou des postes, celle d'individu-objet soumis au service militaire, au recensement « obligatoire », au danger nucléaire, etc.

A défaut d'informations précises sur les conditions dans lesquelles se sont développées les luttes et actions violentes des mouvements régionalistes, autonomistes, anti-colonialistes, anti-capitalistes, — et sans justifier pour autant toutes les idéologies et tous les objectifs qui sont associés à ces luttes — il semble bien pourtant qu'elles n'ont pu se développer et résister à la répression que dans la mesure où les actions par lesquelles elles se manifestaient n'avaient besoin d'aucun relais pour

(5) Cf Faire le tri dans la grève des postes — S'adresser à H. Simon, 34 rue Saint-Sébastien, 75011.

indiquer ce qu'elles visaient, et à quelle collectivité concrète elles s'adressaient ; clandestines, elles ne le sont finalement que vis-à-vis du pouvoir d'Etat, et de ses auxiliaires que sont les moyens « d'information » ; de telles actions peuvent bien entendu rester elles aussi isolées, mais cela prend alors un autre sens ; elles peuvent n'être pas reprises, généralisées, reconnues en actes par d'autres, ce qui signifie alors qu'elles sont en décalage par rapport à la situation et à ce que veulent, à un moment donné, ceux qui s'y trouvent ; cela ne signifie pas que leur sens s'est trouvé détourné, retourné et utilisé à d'autres fins par des institutions ou les instances contre lesquelles elles luttent.

Il ne s'agit pas de donner de telles actions en exemple ; ni de déterminer a priori, en général, à quelles conditions des actions directes ou violentes doivent répondre pour être « correctes », valables, justifiées. Il s'agit seulement de se demander de quelle façon on peut déterminer un terrain et des formes de lutte qui ne soient pas, d'avance, sous le contrôle du pouvoir, quant au sens qui se diffusera à partir d'elles. L'opposition n'est pas ici entre les actions « de masse » et les actions minoritaires ou individuelles ; des initiatives individuelles, y compris violentes, peuvent très bien être immédiatement reconnues et reprises dans le lieu où elles surgissent et dans des situations analogues ; il semble bien que cela n'est possible que dans la mesure où elles font voir la situation et la force sociale qui les font naître, à ceux à qui elles font appel, qu'elles mettent immédiatement en demeure. A ce niveau, elles n'ont pas besoin de grille de lecture, d'explications politiques, de communiqués en revendiquant la responsabilité. Quand les explications et les condamnations apparaissent, tout a déjà été dit d'une certaine façon : par l'acte lui-même, dans son contexte.

Revenons à cette occasion sur la capacité d'un groupe « autonome » à développer non seulement des idées et des points de vue, mais des « actions ». Des individus se rassemblent et choisissent de se définir par leurs idées, leurs « points communs », leur « projet ».

On peut déjà penser que ce mode de définition strictement « idéologique » a le grave inconvénient de laisser complètement dans l'ombre les conditions concrètes, sociales, les appartenances « de classe » souvent hétérogènes qui, pour une large part donne leur sens aux idées qu'on défend et au projet qu'on nourrit (cf. L.N. n° 2, « *Des points peu communs* »). Mais si un tel groupe (et la plupart des actions dont on a discuté ont été le fait de groupes constitués plus ou moins de cette façon) entreprend de s'exprimer par « l'action » appelée « directe », le même inconvénient prend des dimensions beaucoup plus considérables ; car d'un côté, le sens de ces actions ne se rattache « directement » qu'aux idées du groupe, non aux situations sociales précises de ses membres, aux lieux sociaux où ils évoluent ; et d'un autre côté, ces actions ne visent pas non plus directement les membres d'une collectivité précise, concrète, limitée, mais l'ensemble indéterminé des sympathisants potentiels : un public, par conséquent, avec lequel il n'y a pas de lien « direct », et qui n'est atteint que par toute une série de relais, d'intermédiaires, entièrement sous le contrôle de l'idéologie dominante (les media, le discours). Seuls des groupes rassemblant des individus placés dans des situations sociales (d'exploitation, d'oppression, de lutte) identiques ou analogues peuvent développer des actions dont le sens leur appartient pour l'essentiel et dont les effets restent relativement sous leur contrôle. Et dire cela, ce n'est pas revenir à une prétendue distinction et séparation de la « théorie » et de la « pratique » : à supposer que ces deux termes puissent recevoir un sens pas trop ambigu, il s'agit bien plutôt de deux formes d'activité qui ont toutes deux des aspects « théoriques » et d'autres « pratiques », mais qui ne peuvent pas être assimilées dans leurs conditions et dans leurs moyens. C'est sur cette base, la seule solide me semble-t-il, que reposait la critique que nous faisons des organisations traditionnelles et du parti. (6)

Claude

(6) Cf. par exemple, A. Pannekoek, *Parti et classe ouvrière*, mars 1936, dans S. Bricianer, Pannekoek et les conseils ouvriers. E.D.I.

VIOLENCE ET REVOLUTION

« Aux yeux de la bourgeoisie contemporaine tout est admirable qui écarte l'idée de violence. Nos bourgeois désirent mourir en paix ; après eux le déluge ».

Sorel. *Réflexions sur la violence.*

Dans la jungle des villes les *media* surenchérisent sur la violence. C'est « l'événement », le pain quotidien qui nourrit l'opinion publique des démocraties bourgeoises. Vieux concept républicain celui d'*opinion publique* qui tend à être assimilé peu à peu à une expression plus réussie pour notre époque : la « majorité silencieuse » (comment ne pas être silencieuse si d'autres écoutent, voient et parlent à sa place).

La lanterne noire — qui ne représente ni ne parle au nom de personne d'autre que du groupe qui la fait — a donné dans son deuxième numéro une chronique des actions du GARI. La violence nous touche de plusieurs côtés.

Réfléchir sur la violence a été et continue d'être, pour les anarchistes, un besoin constant. Parce que l'anarchie est la négation de la violence ; parce que nous autres, anarchistes, sommes trempés jusqu'aux oreilles dans la violence.

« La violence, souci croissant des Français » titre à la une sur six colonnes *Le Figaro* le 20 mars 1975. « Le règne de la violence » (titre) : Poniatowski dénonce « le mépris croissant de la loi, germe du désordre, du crime et de l'anarchie » (sous-titre), première page, *L'Aurore*, le 21 mars 1975. « Echec aux terroristes » (titre, première page), « Le

gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest avait refusé de négocier avec les anarchistes » (sous titre) ; « Chaque acte, terroriste des anarchistes (...) réveille fréquemment au sein de la majorité silencieuse (...) la tentation de l'ordre et de la répression » (éditorial), *France-Soir*, 26 avril 1975.

Tous ces énoncés recouvrent des faits — des actions — différentes, mais la violence est dénoncé par le pouvoir établi — le gouvernement et ses larbins : formalisation étatique de la classe dominante — sur tous les tons et, si possible, en faisant l'amalgame entre toutes les formes de violence « criminelle » : gangstérisme, délinquance juvénile, hold-up, bombes, occupation d'usines, séquestrations de patron, vitrines brisées, émeutes, attentats à la propriété ou aux ambassades... La violence c'est tout ce qui fait intervenir les forces répressives de l'ordre bourgeois. C'est la violence contre l'ordre établi, contre l'Etat. L'autorité, le principe d'autorité incarné dans l'Etat, est contesté, attaqué. Intolérable !

Parfois apparaissent de subtiles différences, des nuances qui ne font que renforcer le principe même de l'Etat. Par exemple Schmidt (*Le Monde*, 27-28 avril) : « Le chef de l'Etat a mis en balance la vie des dix otages, non avec « l'autorité abstraite de l'Etat », a-t-il dit, mais avec la vie et la sécurité de tous les citoyens allemands qui auraient été « menacés par la libération de vingt-six bandits anarchistes ».

Texte typique du libéralisme bourgeois. Premièrement, ce n'est pas « l'autorité abstraite de l'Etat » qui est défendue mais la justification de son existence, lui attribuant la fonction de défendre la vie et la sécurité de tous les citoyens comme si c'était contre elles qu'était dirigée la violence révolutionnaire (bonne ou mauvaise, ce n'est pas la stratégie de l'action que nous discutons) et non pas contre l'exploitation et la domination d'une classe sur les autres et contre la bureaucratie qui contrôle le système institutionnel.

Deuxièmement, « vingt-six bandits anarchistes contre soixante millions d'allemands » (sic) : encore une fois l'amalgame entre anarchie et bandi-

tisme, en fonction de la légitimation de l'ordre établi ; tout ce qui n'est pas acceptation des règles du jeu démocratique libéral est criminel.

En Italie on annonce des mesures décisives pour lutter à la fois contre la violence politique et la criminalité.

La violence d'Etat

Ce vacarme simiesque à propos de la violence met en évidence un seul aspect du problème, signale un type particulier d'action violente : la *violence des opprimés*, la seule « illégitime ».

Face à elle, la violence « légitime » de l'Etat. N'oublions pas que l'Etat légitime sa propre violence même quand elle détruit la vie et la sécurité de millions d'êtres, les guerres et les massacres. Noam Chomsky écrit : « le souci qu'on peut avoir de la violence à Washington (comme à Moscou et à Pékin) est éminemment sélectif ». Le terme *bloodbath* — bain de sang — « est communément employé pour décrire les actes de violence et de terreur — passés, présents et futurs — contre les populations civiles lorsqu'ils sont attribués à l'ennemi, et dans le cas où la victoire n'est pas de notre côté ». Par contre « certains bains de sang semblent être considérés comme « bénins », ou même positif et constructifs ». (1)

Mais sans aller jusque-là, la pratique de l'extermination physique, consciente et méthodique, des opposants politiques se généralise, comme l'ont fait le nazisme et le fascisme, comme l'ont fait Staline et Franco, comme au Chili ou en Iran. (Si nous considérons une période suffisamment longue, quel est le pays qui serait absent de cette liste ?)

Mais les Etats n'ont pas seulement le monopole de la violence légitime, ils ont aussi celui de la force organisée : armée, police, services secrets. Qui serait de nos jours assez aveugle ou ingénu pour ignorer que la torture est une institution de gouvernement semi-clandestine ?

Même si l'Etat ne la légitime pas ouvertement, la torture « est essentiellement le fait des Etats » (2). « De plus la torture n'est pas une simple exaction localisée, elle est internationale ; des experts sont envoyés d'un pays à l'autre ; des écoles de torture justifient et enseignent les méthodes à employer ; des équipements modernes, conçus et utilisés pour torturer font l'objet d'un commerce international » (3).

Nous n'insisterons pas davantage sur ce que tout le monde connaît.

Toutes ces manifestations ouvertes de la violence sont manipulées de telle façon que leur présentation quotidienne écrite et en images laisse dans l'ombre leur véritable sens et leur connexion avec le pouvoir. Le discours social travaille au niveau de la représentation pour inverser en surface la relation profonde. Le discours présente les choses comme si la violence commençait avec l'acte du sujet qui se rebelle ; sont *violents* ceux qui n'acceptent pas, ceux qui disent non à l'ordre social. Puis vient la violence de l'Etat, réponse à la première, violence secondaire : c'est la répression nécessaire pour sauver la vie et les biens des honnêtes citoyens, droit sacré à la propriété, à la vie et au travail. C'est-à-dire violence bénéfique pour secourir la loi et l'ordre, l'ordre social.

Mais le problème de la violence sociale est beaucoup plus large et plus profond.

Ce qu'il est convenu d'appeler « ordre social » est un certain ordre, une enrégimentation, nécessaire à la perpétuation de l'ordre établi — que ce soit le capitalisme privé ou d'Etat — c'est-à-dire au maintien de la division en classes, du travail salarié, de la propriété, d'un type de production et de consommation sélective et donc répressive.

Autrement dit « l'ordre » est la façade d'un système de domination politique qui est le contexte indispensable à l'exploitation économique. La domination est basée sur la force, sur la répression, en un mot, sur la violence.

(1) Noam Chomsky et E. S. Herman. *Bain de sang*. CHANGE. Ed. Seghers/Laffont. 1975, p. 29.

(2) Amnesty international. *Rapport sur la torture*. Gallimard. 1974, p. 22.

(3) Ibid. p. 21.

Que cette violence première n'apparaisse pas immédiatement à la conscience c'est là une condition indispensable aux systèmes de gouvernement dits libéraux. Occulter cette violence de base, présente dans toutes les relations de pouvoir et élément fondamental de ce que nous appelons l'Etat, constitue une longue entreprise historique de conditionnement qui entraîne la complicité des victimes. Cette relation fondamentale entre le pouvoir et ses victimes, cette dimension de l'irrationnel en politique, cette articulation entre les institutions répressives et l'inconscient individuel, repose sur le croisement de deux lignes, de deux axes d'organisation sociale : la filiation et la sexualité, croisement qui est actualisé dans chaque situation particulière et dans diverses formes organisationnelles, qui détermine l'autorité et qui entraîne la subordination des femmes et des jeunes (4). C'est le dressage qui commence à la crèche, dans la famille, à l'école, à l'usine. C'est le pouvoir du chef, du patron, du flic. C'est sur cette « intériorisation de la violence » que repose l'Etat. En un sens, elle est l'Etat lui-même.

C'est ainsi que le prêche qui condamne le principe de la violence ne fait que légitimer le pouvoir institutionnalisé actuel.

Le processus de production capitaliste, qui n'est qu'un segment de ce vaste processus historique de domination et d'exploitation, détermine ou plutôt accentue et complète la constitution d'un monde social « objectif », « réifié ». Pour le dire en des termes connus : le rapport réel de l'homme avec son produit est inversé dans la conscience. Dès lors les catégories psychologiques — produit de l'intériorisation de la violence primaire — sont des catégories de la domination, c'est-à-dire, des catégories politiques.

(4) « Nous sommes aussi les adversaires de l'autorité patriarcale et juridique des maris sur les femmes, des parents sur les enfants ; parce que l'histoire nous apprend que le despotisme dans la famille est le germe du despotisme politique... » M. Bakounine. *Oeuvres complètes*. Ed. Champ Libre. Volume 2. 1974, p. 58.

De la sorte, les termes opposés sont confondus, la violence est aussi bien la réponse à la répression — répression et refoulement vont de pair dans le processus de domination — que la répression elle-même. Pour le résumer en une formule : la violence est une fonction de la structure de domination.

Nous pouvons penser alors que la violence ne cessera d'exister que dans une société non répressive. Dans le monde utopique de l'anarchie, elle sera le souvenir du désordre, la marque du vieux monde.

Mais l'anarchie n'est pas seulement l'utopie, elle est fondamentalement la négation des rapports de pouvoir existants et leur transformation dans un sens libertaire. Nous devons lutter dans cette société, ici et maintenant, « il n'y a pour nous ni ciel plus propice ni terre plus fertile ». La violence nous est imposée comme répression sociale d'abord, comme répression policière ensuite ; enfin, comme impératif inéluctable de la lutte. Parce que l'oppression de l'Etat et l'exploitation capitaliste sont les formes typiques de la violence organisée.

Rébellion et insurrection

Alors, « on a raison de dire que la violence et la révolution appartiennent plus au vieux monde qu'au nouveau, plus à l'autoritarisme bourgeois qu'à l'anarchisme prolétaire en ce qu'elles présupposent toujours l'existence de l'autorité contre laquelle se soulever et combattre ; et en ce que, d'un certain point de vue, elles-mêmes ont tendance à devenir une manifestation autoritaire ». (Fabri, 1928).

Et si la violence est liée à la Révolution c'est parce que la Révolution est liée à la société actuelle. C'est à l'intérieur du système capitaliste et étatique que se développe le mouvement révolutionnaire. Le problème est alors non pas celui de la violence en elle-même, mais de la *légitimation* de la violence.

La révolution oppose à l'ordre existant, au système capitaliste et à l'Etat, un *projet*, une image d'autres relations sociales, une stratégie du changement.

Mais l'utopie fait partie du monde actuel, en tant que négation, certes, mais construite sur les mêmes bases historiques.

La révolution est aussi, et fondamentalement, la contestation en acte du système établi. Pour les révolutionnaires, la révolution n'est pas une idée abstraite, n'est pas le grand soir, ni un millénarisme; c'est un processus social, collectif, qu'il faut construire et mettre en place quotidiennement jusqu'à ce qu'on arrive au moment insurrectionnel et expropriateur qui interrompt la continuité existante.

C'est par rapport à ce processus révolutionnaire que la violence acquiert un sens particulier — celui qui nous intéresse — dans notre monde capitaliste.

L'action violente extraite, isolée du réseau de relations sociales dans lequel elle s'accomplit, ne peut être vue qu'à travers de vaines considérations moralistes: la méchanceté de la violence, le caractère sacré de la vie. D'accord, et parce que nous aimons la vie, nous ne renonçons pas à la lutte.

Dans la réalité sociale, dans la réalité de la lutte de classes, de l'oppression gouvernementale et patronale, ce qui différencie la violence révolutionnaire de la violence d'Etat, ce qui lui donne son caractère propre, ce n'est pas la caractéristique de l'acte violent en lui-même, ni les significations attribuées par la manipulation spectaculaire-marchande, ni le fait d'être individuel ou collectif.

Bien sûr, le prototype de la violence révolutionnaire est la violence collective, l'action directe dans l'usine, la rue, l'action de masse qui disloque le pouvoir central et l'oblige à montrer sa véritable face: celle de la violence qui défend les privilèges.

Quand la violence collective tend à se généraliser de façon spontanée et concertée — quand elle fait partie d'un mouvement révolutionnaire — elle nous rapproche de la possibilité de l'insurrection. C'est en elle, dans l'insurrection que l'aspiration libertaire rencontre le projet anarchiste.

Un autre type de violence contre l'Etat est marqué par son caractère

évident de réponse à la répression. Ce sont les exemples classiques du prétendu « terrorisme anarchiste », que les anarchistes ont toujours défendu et qui sont en rapport avec une époque ou avec un certain type de société où la violence était personnifiée. Caserio exécuta Carnot parce qu'il était responsable de la persécution des anarchistes et du meurtre de Vaillant. Cánovas del Castillo était le président du Conseil de Ministres; il a été responsable des assassinats, supplices, tortures appliqués aux prisonniers de Montjuich. Angiolillo, exilé, travaillait comme typographe; il décida de faire le voyage de Trafalgar Square aux bains de Santa Agueda et tua Cánovas d'un coup de feu. Angiolillo est mort dans le « garrote vil ». Et Gaetano Bresci, tisserand, quitta Paterson, New Jersey, pour retourner en Italie et venger les paysans fusillés par ordre du roi Humberto. Il le tua à Monza. Et Alexandre Berkman qui attenta contre le négrier Frick, responsable de l'assassinat de 11 ouvriers de la Carnegie Steel Company. Et Wilkens qui tua le massacreur des grévistes de la Patagonie... la liste est longue et elle n'est pas close.

Dans les pays où se développe la guerrilla urbaine, ce type d'exécution des bourreaux continue à se pratiquer.

Dans le monde moderne, dans cette société capitaliste avancée de consommation spectaculaire où la représentation, l'imaginaire, acquièrent un poids, une inertie uniformisatrice, les formes de la violence deviennent plus impersonnelles. La répression ne s'exerce plus dans les aires marginales, mais elle se généralise, se dépersonnalise et tend à tout englober et tout unifier.

La violence et le projet

A l'égal d'Angiolillo au siècle dernier, Puig Antich fut garroté — et avant lui Delgado et Granados —. Le « garrote vil » est réservé aux anarchistes et aux « délinquants de droit commun »; la mort aussi les unifie.

Les GARI prennent la relève en France, mais à un moment où le terrorisme d'Etat, le terrorisme « révolutionnaire » et le terrorisme fasciste sont

difficiles à distinguer, et pas seulement à cause de l'influence de la presse et de la TV. De même qu'il y a un fascisme de masse, il y a aussi un terrorisme, un type de violence « illégitime » en ce qu'il n'est pas exercé directement par les appareils d'Etat, mais qui reproduit les rapports de pouvoir existants et tend à s'imposer comme extérieur à la lutte populaire, à se substituer à elle, et à récréer des nouvelles (ou anciennes) conditions de domination et d'exploitation.

Dans le large spectre de la violence politique, il existe une zone neutre où il est difficile de s'orienter et difficile de défendre certaines actions violentes, où la stratégie est confuse. Tenter de la clarifier est un travail qui reste à faire. Au pôle fasciste, la chose est claire ; la violence est une forme clandestine de la violence d'Etat. A l'autre pôle, ou le mot *révolution* recouvre plusieurs choses différentes, et à un moment où les actions collectives n'ont pas un caractère révolutionnaire mais plutôt réformiste, la violence de petits groupes est liée plus que jamais au projet qui l'explique et la légitime ; étant donné que ce projet, pour les anarchistes, est lié étroitement à la négation et transformation des rapports de pouvoir existant ici et maintenant dans la société actuelle, il existe, il doit exister une éthique de l'action, une relation entre les moyens et les fins.

Même si toute violence des opprimés est justifiée d'avance, elle doit, pour être révolutionnaire, s'inscrire dans un *mouvement* et dans un *projet*, elle doit être légitimée par la finalité qui est poursuivie, c'est-à-dire la création d'un monde non répressif, sans exploitation économique ni domination politique. Sans Etat. (5).

Le pouvoir en place a intérêt à dépolitiser la violence qui s'oppose à lui et

à la ramener au rang d'une violence « criminelle », sans contenu révolutionnaire, violence de forcenés et d'égarés sociaux. La confusion sur l'origine idéologique à laquelle les *média* tendent si facilement va dans ce sens. L'utilisation du terme « anarchie » leur sert de charnière. Quant Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, dénonce « le mépris croissant de la loi, germe du désordre, du crime et de l'anarchie », il montre bien le jeu : la loi et l'ordre sont une seule et même chose — à savoir, le code bourgeois et la stabilité du système politique —, leur sont opposés le désordre, le crime et l'anarchie. Si le mot anarchie est utilisé dans le sens du désordre son usage est redondant mais le sens politique qui apparaît est immédiatement repris et réduit à celui de la criminalité. On ne voit plus là que les éternels trouble-fête, les « bandits anarchistes » du chancelier Schmidt.

Par bonheur subsiste dans la connotation du terme d'*anarchie* une certaine valeur irréductible qui l'a préservée jusqu'à présent de la dégradation qu'ont subie d'autres dénominations jadis radicales et révolutionnaires.

Nicolas

Vient de paraître

Hongrie 1956, de Andy Anderson. Ecrire à Henri Simon, 34 rue St-Sébastien, 75011 Paris.

« Le mérite d'Andy Anderson c'est d'avoir fouillé en profondeur les innombrables sources de l'époque, pour en dégager les deux points essentiels de son ouvrage. Il a démystifié Nagy, donc les intellectuels et les appareils de l'état et du parti qui lui étaient favorables, en faisant voir les rapports avec la classe ouvrière et les organisations autonomes qu'elle a mise sur pied pour son combat. »

(5) Il est évident que la fin recherchée — le contenu utopique du projet — ne se situe pas dans le futur, ce qui justifierait après-coup l'utilisation dans l'action de n'importe quels « moyens » (le présent c'est le seul temps possible de l'action). Ce que nous voulons dire c'est que dans chaque acte de violence révolutionnaire le contenu qui le légitime dépend de la place que cet acte occupe par rapport à un projet, à une finalité liée à l'acte lui-même.

PRELUDE A UNE REFLEXION SUR LE TERRORISME

Dans le film « Nada », le héros traqué écrit : « *Le terrorisme d'Etat et le terrorisme révolutionnaire sont les deux mâchoires du même piège à cons* ». Autrement dit, le terrorisme révolutionnaire s'inscrit-il dans la fascination du pouvoir d'Etat ? Est-il programmé par les méthodes coercitives de ce dernier dont il ne serait que le pâle rejeton voué à l'échec ? L'enlèvement dans des convictions vaguement social-démocrates selon lesquelles tout maniement minoritaire de la violence est nécessairement fascisant est le premier obstacle à lever lorsqu'on aborde ce sujet. La lutte directe contre l'appareil d'Etat est un terrain fécond de résistance de tout ordre qui agresse les individus que nous sommes dans leur tranquillité quotidienne et dans leur volonté de puissance (je ne dis pas leur désir de pouvoir). Les évidentes difficultés de ce type d'entreprise ajoutées aux vertiges de la transgression de la loi plus ou moins profondément ressentie font qu'un silence épais entoure ces passages à l'acte. Précaution certes, mais il y a dans cette difficulté de parler quelque chose d'autre, comme si dans ce domaine l'acte et la parole s'excluaient définitivement. Et c'est justement pour couper dans cet enchaînement que nous consacrons ce numéro de *La Lanterne* à la violence. Le poids du silence est un lourd tribut payé à l'appareil d'Etat. Et le corps brut et éclaté des actes est un langage plein de trous et de discontinuités. Ne pas fantasmer un sujet de l'histoire qui donne un sens qui réunifie ce puzzle déchiqueté est une entreprise

difficile pour un individu, entreprise qui confine peut-être à la folie. L'articulation entre inconscient individuel et inconscient collectif est la question centrale de cette démarche. Il s'agit de savoir comment l'irruption d'actes violents agis par de petits groupes est un relais aux formes inconscientes du social et comment le marxisme dans sa lecture progressiste des choses a dénié à l'histoire ses coups de force.

« Mais même pour expliquer l'assujettissement de l'homme au service d'esclave sous sa forme la plus moderne, le travail salarié, nous ne pouvons faire intervenir ni la violence, ni la propriété fondée sur la violence. Nous avons déjà mentionné le rôle que joue dans la dissolution de la communauté antique, donc dans la généralisation directe ou indirecte de la propriété privée, la transformation des produits du travail en marchandises, leur production non pour la consommation personnelle mais pour l'échange. Tout le processus s'explique par des causes purement économiques, sans qu'il ait été besoin d'avoir recours une seule fois au vol, à la violence, à l'Etat ou à quelque ingérence politique. La propriété fondée sur la violence ne s'avère ici encore que comme une rodomontade destinée à cacher l'incompréhension du cours réel des choses » (1).

Autrement dit, ce qui nous apparaît comme une situation de violence-type s'explique par l'économique et du même coup la « révolution socialiste » ne peut se comprendre que dans l'unité de ce sens. La révolution comme cassure, rupture ne s'enregistre comme telle que dans un axe central de référence : l'économie. Penser la révolution dans sa dispersion, sa multiplicité la plus radicale est une entreprise de dissolution de toutes les représentations. C'est la mort du sujet de l'histoire, le prolétariat. L'Etat socialiste contre l'Etat bourgeois, la dictature du prolétariat contre la

(1) **Le rôle de la violence dans l'histoire.**
ENGELS, Ed. Soc. p. 12.

tyrannie de la classe dominante. Cette bipolarité éclate dans une infinité de fonctionnements ; et on ne peut pas davantage dire que le temps économique résume le temps de l'histoire, pas plus que le temps de l'Etat avec sa machine enregistreuse à impôts est le temps de l'histoire. Il faut en finir avec une pensée dualiste qui veut d'une part un Etat, de l'autre un sujet agissant à des moments privilégiés comme un être conscient et rationnel. L'acte violent qui s'en prend directement aux structures répressives de l'Etat bien qu'il soit dû dans sa ponctualité à une décision individuelle fait néanmoins partie d'une constellation. L'opposition qu'on fait entre violence de masse et violence individuelle (ou d'un petit groupe) ne rend pas compte de cette dimension de l'histoire à laquelle s'adresse précisément l'acte dit terroriste — on pourrait dire de façon impropre l'imaginaire, le symbolique, le champ collectif des désirs, une longue durée qui étalonne autrement le temps et l'espace. Le temps dérisoire des coups d'Etat, des événements, des cycles économiques s'est avéré impuissant à expliquer l'émergence des phénomènes tels que le fascisme. REICH, avec une grille conceptuelle qu'il emprunte à l'arsenal psychanalytique, s'est efforcé d'explorer ce champ. Le rôle de la mère, la structure de la famille, l'impact des sigles, telles ont été les diverses sources d'interprétation. Serge TCHAKHOTINE dans « *Le viol des foules* » emprunte aux méthodes de PAVLOV ses hypothèses théoriques pour explorer « *Le psychisme des masses* » dociles à la manipulation. Tout est une affaire de mise en scène et la victoire des « rouges » à Pétrograd du 5 mars 1917 fut le fait d'un vaste bluff, pas au sens machiavélique du terme, mais au sens machinique. Une foule électrisée était en attente de Dieu sait quoi, l'arrivée spectaculaire des « troupes rouges » combla cette scène déserte. Le coup de force n'est pas opéré dans le champ d'une efficacité tangible, mais à un autre niveau, précisément celui que travaille l'acte dit terroriste.

Il est courant de constater que les masses sont moutonnières et qu'une bombe en appelle une autre, comme une épidémie, comme une nouvelle peste

dont les animaux ne seraient plus malades, — un fléau salubre qui ne soustrairait rien aux membres atteints, définitifs et contemporains à la vie. (Voir ARTAUD, *Le théâtre et son double*). Car l'acte terroriste est souvent insoutenable à ce propos ; il contemporanéise mort et vie dans une relation de presque simultanéité. A ce niveau de généralité qui prend l'acte terroriste en soi comme un phénomène pur, on peut poser la sacrosainte question : qu'est-ce qui différencie un acte terroriste « fasciste » d'une action qui se veut révolutionnaire ? Quel critère retenir ? Provocation policière ou pas ? La profonde ambivalence du maniement de la violence brouille les cartes et on peut se livrer à une quête de vérité sur tel ou tel fait. L'Okhrana (police tsariste) avait contacté pour ses propres services des terroristes au cœur des foyers subversifs de l'époque (aux environs de 1895) dont la singularité psychologique les amena à servir les deux causes : la Révolution et celle de l'Etat. MALINOVSKY était un provocateur, GAPONE aussi... L'acte terroriste est par définition vide ou plein car la mort est son contenu. Quant à évaluer son impact pour savoir s'il a été juste ou non, c'est s'ériger en mage dérisoire de l'histoire. Pour ma part c'est une affaire de positionnement, de coordonnées. Si nous ne disons pas que d'une part il y a l'Etat, de l'autre un sujet global de l'histoire, mais bien des formations de pouvoir, on peut penser la Révolution non pas en terme de rupture d'un bloc, mais comme une émergence d'autres formations de pouvoir, de groupes sujets qui se donneraient leurs propres lois. Par exemple, ce n'est pas le fonctionnement de l'armée de MAKHNO, ou le message qu'il espérait faire passer, qui la différenciait des bolcheviques mais bien sa course folle à travers l'Ukraine. La machine étatique, ça se fixe, ça quadrille un territoire... quoi ! Il se trouve que MAKHNO ne cherchait pas à investir les villages qu'il libérait...

Les noyaux énergétiques que peuvent être les groupes terroristes, quels rapports entretiennent-ils avec le pouvoir central, la machine d'Etat. — Presque une affaire de carte ! Les analyses de gauche qui battent en brèche les

ON NE PLASTIQUE PAS UN RAPPORT SOCIAL

positions humanistes amalgamant avec horreur le terroriste palestinien à un vulgaire poseur de bombes, volent à leur tour en éclat si nous nous livrons à ce type de lecture. Le terrorisme palestinien se constitue comme vis-à-vis de l'Etat religieux d'Israël et ne vise qu'à la formation d'un nouvel Etat. Par contre, dans l'affaire SUAREZ la prise d'otage ne renvoie qu'à sa propre réalité. Il est possible d'enlever un banquier, d'escroquer 300 briques à une banque, cela ne s'inscrit nullement dans une stratégie de prise de pouvoir, mais dans la mise à jour d'une possibilité. Que les 300 briques, ce soit mal de les prendre, car ce sont les économies d'ouvriers portugais et que dans la conjoncture actuelle cela fait reculer la révolution : voilà une parodie souvent entendue de stratégie qui renvoie à coup sûr à une raison supérieure : l'intérêt de l'Etat.

Les prisons nous ont appris les effets négatifs du maniement de la peur, de l'isolement. Les immenses perspectives qui s'ouvrent devant les méthodes scientifiques qu'emploie la répression pour décérébrer l'inconscient (les nouvelles méthodes d'emprisonnement, isolation complète où l'individu ne perçoit plus rien, pas même ses propres bruits) nous donne peut-être à rebours un indice sur les potentialités de ces registres.

Affaire à suivre.

Albertine disparue

Pour que LA LANTERNE continue

IL FAUT DU FRIC
Un MOYEN :

ABONNEZ-VOUS

D'autre part, nous ne sommes pas diffusés partout, en France en particulier à

MARSEILLE, CLERMONT-FERRAND, ROUEN
CHAMBERY, ST-NAZAIRE, NANTES, RENNES
ET TOUTE LA BRETAGNE

Nous cherchons des camarades pour assurer les dépôts en librairies dans ces lieux, ou dans tout autre, ainsi que pour des ventes directes. (Ecrire à La Lanterne).

Nous avons reçu cette « Introduction à une critique des méthodes et des présupposés du GARI ».

1

Pourquoi s'est créé le MIL ? Pour coordonner des luttes « de base », développer des rapports et des moyens d'expression (impression de brochures, etc...), participer au mouvement de lutte des ouvriers radicaux de Barcelone.

Pourquoi s'est créé le GARI ? Pour « riposter » devant la répression et « répondre à la violence étatique par la violence révolutionnaire ». Sa base de constitution est l'envers exact de celle de l'auto-dissolution du MIL : « il est maintenant inutile de parler d'organisations politico-militaires, de telles organisations ne sont que d'autres rackets politiques. Pour toutes ces raisons, le MIL s'auto-dissout comme organisation politico-militaire et ses membres se disposent à assumer l'approfondissement des perspectives communistes du mouvement social ». (Congrès de dissolution, août 73, in CIA n° 2. C'est nous qui soulignons).

2

Lorsque le GARI fait son apparition, le membre de l'ex-MIL le plus en danger, S. Puig Antich, était déjà mort ; certaines luttes « spectaculaires » (même les plus « folles ») auraient pu être menées avant son exécution, parce qu'elles auraient pu être utiles (en obtenant sa vie ou sa libération), mais après elles ne font qu'entériner un état de fait :

la défaite, et la dissolution sociale, d'un secteur du mouvement ouvrier radical de Barcelone ; de plus, ces luttes approfondissent cette défaite, en perdant tous liens avec ce mouvement.

3

D'aucuns nous assurent que les explosions et l'enlèvement du banquier faisaient partie d'un mouvement révolutionnaire, mais nous ne voyons pas pourquoi ce serait plus l'expression quelconque de prolétaires conscients que celle de l'illusion des membres du GARI de faire avancer le mouvement en brûlant les étapes, de trouver une nouvelle recette métaphysique pour guérir un embourgeoisement qui reste pour eux de nature essentiellement morale, et de croire trouver une arme qui leur permette magiquement de s'abstraire de toutes les conditions données de la lutte réelle. Il faut reconnaître la non-adéquation de certaines formes d'actions au mouvement révolutionnaire prolétarien : tout ce qui ne peut dépasser un niveau individuel ne peut que s'éloigner du mouvement social ; les armes que les membres du GARI utilisent, l'explosif le plus souvent, sont les mêmes que celles qu'emploient les terroristes palestiniens et sionistes, les irlandais protestants et l'IRA ; on nous assure qu'ils en font un usage révolutionnaire, à l'examen ceci paraît moins sûr (cf 5° pt).

4

Les terroristes voudraient qui, créer un Etat, qui, les détruire tous ; quelquefois le terrorisme étatique peut bien l'emporter, car il a créé une puissance indépendante, propre à dialoguer avec d'autres Etats. Mais quant à les détruire tous, on ne peut pas plastiquer un rapport social ; ce qui se croit être la critique la plus radicale et la plus profonde, volontairement coupée de tout mouvement, reste finalement la plus superficielle : elle ne fait qu'effleurer les objets, en les abimant, même si elle est accompagnée de déclarations pompeuses sur la fin de toutes les aliénations.

5

Quel est donc cet emploi « révolutionnaire » de la dynamite ? Dans quel objectif le GARI a-t-il fait sauter ceci

plutôt que cela ; quelle est la cohérence propre de son action ?

Ce sont avant tout des voies de communication entre l'Espagne et la France qui ont été endommagées. Il s'agit d'une stratégie « qui a pour but de provoquer (...) le blocus économique politique et culturel de l'Espagne » ; il faut « développer » une agitation ayant pour but de provoquer le protectionnisme des produits agricoles français sur les produits espagnols (vins, agrumes). Cela peut déboucher sur le blocage des arrivages et leur destruction. Il faut dresser des listes de boycott des produits espagnols » (cf. « *Avanti Populo* » in « *L'Etat et la révolution* »).

Ainsi protéger les produits agricoles français contre la concurrence espagnole et faire un blocus de l'Espagne seraient des mots d'ordre révolutionnaires. Pourtant il faut savoir :

a) Que « la lutte » des paysans pour maintenir les prix de marché (destruction « d'excédents », protestation contre la concurrence étrangère) a pour but de sauvegarder un système de production et de distribution qui est devenu totalement inadéquat aux besoins de l'humanité : le mode de production capitaliste, et même de revenir en-deça du développement actuel du capitalisme qui s'internationalise et se concentre.

b) Que le blocus de l'Espagne, c'est renforcer l'isolement du prolétariat espagnol, et donner des intérêts communs à la bourgeoisie et au prolétariat espagnols : c'est poser comme inébranlable la merveilleuse *nation* espagnole.

c) Que cette utopie réactionnaire ne peut avoir de prise sur la réalité : l'initiative des rapports économiques appartient uniquement aux Etats capitalistes et le prolétariat — dans la période actuelle — ne saurait contrôler l'établissement des relations commerciales de la bourgeoisie.

d) Que « l'ouverture » nécessaire du capitalisme espagnol vers les autres contrées européennes ne peut que s'accompagner d'une internationalisation des luttes ouvrières : l'Espagne capitaliste doit ouvrir ses frontières pour continuer à se développer : c'est inéluctable et nul anarchiste ou pha-

langiste ne pourra s'opposer à ce mouvement, dont l'issue ultime est la résolution révolutionnaire de tous les problèmes posés par l'organisation de la société.

e) Qu'enfin vouloir imposer d'une façon autoritaire (eh oui !) au prolétariat espagnol un blocus du même genre que celui que la classe dirigeante allemande imposa d'elle-même, dans les années trente, pour mieux écraser ce qui restait du mouvement prolétarien est tout simplement un mot d'ordre contre-révolutionnaire (1).

6

Pour le mouvement révolutionnaire il n'y a pas de lutte spécifique contre le franquisme, un des mille visages de la classe capitaliste internationale. Il ne s'agit pas non plus de lutter contre les excès du capitalisme en conservant tout le reste : mais d'en anéantir les racines, la loi de la valeur (production marchande, salariat, domination de l'économie) : c'est ce qu'affirmait la tendance la plus lucide du MIL à laquelle appartenait Puig Antich (2). Cette lutte n'est pas celle de minorités décidées à accomplir des coups de main mais celle d'une classe qui saura trouver son propre chemin ; et si il y aura bien des actions individuelles ou minoritaires elles exprimeront quand même l'en-

semble des perspectives et du mouvement révolutionnaires parce que s'élevant à un point de vue universel (qui n'est autre que la clairvoyance sur sa propre situation et le rapport entre son action et la totalité à transformer) ; ces actions individuelles ne seront jamais des leçons d'héroïsme ni des exhortations morales pour « aller à la révolution » (teintées de ce mépris, de ceux « qui dorment en attendant » que professe le GARI) mais se suffiront déjà à elles-mêmes en étant critique des nœuds de ce monde et affirmation des besoins communs à la classe prolétarienne, besoins dont la satisfaction profonde n'exige rien de moins qu'une révolution sociale.

Une violence dérisoire

(...) « Une action du type de celle du GARI (et un aspect non négligeable de celle du MIL) démontrerait bien à n'importe qui, qu'il existe déjà des « énergies » qui veulent en finir avec cette société, mais elles combattent seules sur le terrain de la violence alors qu'ils ne sont pour le moment qu'une force dérisoire face à celle de l'Etat et du Capital (de sa police, mais aussi de son armée, des mass-média, etc...) qui pour le moment contrôle tout ou presque tout : la violence doit être de classe, c'est-à-dire pouvoir être reconnue par tous ceux qui sont placés dans des conditions identiques à ceux qui l'ont exercée : la différence entre Watdts ou Gdansk et ce qu'a fait le GARI ? C'est pas l'essentiel mais est-ce que les journaux peuvent se servir des « insurrections prolétariennes » (on appellera ça comme on voudra mais c'est bien à peu près ce que ces termes recouvrent comme réalité) comme quelque chose de manipulable et dont la publicité doit être faite » (...) ?

(1) Nous ne doutons pas qu'à l'origine de l'action des membres du GARI se place un sentiment de révolte fort respectable, ce qui l'est moins c'est la faiblesse qui les a amenés à s'intégrer dans le monde des pseudo-événements à développer des côtés qui n'ont rien de subversif.

(2) A un meeting de soutien aux emprisonnés du GARI, dont l'assistance était principalement composée d'anarchistes, un individu criant « Puig Antich n'était pas un antifasciste » (à l'adresse d'un stalinophile qui prenait la parole) s'est bien sûr fait traiter de fasciste et a même failli se faire jeter par dessus le balcon ; pourtant ce sont bien des antifascistes qui ont réprimé en Mai 37 à Barcelone les secteurs les plus combattifs du prolétariat espagnol (les anarchistes les plus radicaux, le POUM, etc...) et c'est au nom de l'antifascisme qu'a été menée la seconde guerre impérialiste mondiale qui a conduit à la liquidation quasi-totale du prolétariat en tant que classe et qui a ouvert une phase de nouvelle jeunesse du capitalisme.

QUELLE VICTOIRE ?

Depuis 50 ans, les paysans vietnamiens sont en état d'insurrection permanente contre le féodalisme agraire, contre les impérialismes japonais, français, puis américain. La lutte continuera-t-elle contre la nouvelle domination bureaucratique-militaire qui est en train de se mettre en place? C'est peu probable pour l'instant, car une chose est certaine, c'est que les vietnamiens en ont marre de la guerre, et que d'autre part, les nouveaux maîtres ont su « incarner » ces révoltes, aux yeux des paysans, sous les traits du Viet-cong, d'abord, du FNL ensuite, du GRP enfin.

Qui sont ces nouveaux maîtres ? (1)

En 1935, le parti communiste indochinois (PCI), qui soutenait les révoltes, abandonne le mot d'ordre « à bas l'impérialisme français », ainsi que la lutte pour l'indépendance, suivant ainsi le virage du Kominintern (Internationale de Moscou) qui préconise la tactique de front populaire.

A Yalta, en 1945, Roosevelt, intéressé par l'Indochine dans le cadre du partage du monde, propose de « remplacer » la présence française par une occupation internationale (c'est-à-dire surtout américaine). *Staline accepte.*

En mars 1945, l'armée japonaise s'empare des garnisons françaises sans aucun problème car le gouvernement américain refuse son aide ; le Japon proclame « l'Indochine indépendante, tout en maintenant son occupation.

Au moment de la débacle allemande et japonaise, le PCI, toujours fidèle à Moscou et aux accords de Yalta, prépare sur le terrain l'occupation du pays par les alliés ;

un bel exemple de division internationale du travail entre les blocs : américains et anglais libèrent le sud, Ho chi minh et le Viet Cong s'empare du Nord avec Hanoï. Les seules contradictions sont entre les impérialismes français et américains pour établir leur hégémonie ; les Français sont les plus « habiles » et les plus rapides, et, sous l'œil bienveillant de Staline, ils déclarent l'Indochine indépendante et s'engagent à retirer leurs troupes, très peu nombreuses à l'époque, dans les cinq ans. (Jamais un pays n'aura été autant de fois déclaré indépendant !). L'URSS exulte : Yalta est respecté et qui mieux est, au profit d'un « allié » plus faible que les Etats-Unis eux-mêmes.

Pendant ce temps, et dans la même ligne, l'oncle Ho et le Viet-cong se renforcent dans le nord, mais pas pour faire la révolution : l'Indochine fait partie du camp occidental et il ne saurait être question ni de révolution sociale ni même d'indépendance ; les révolutionnaires et les nationalistes vont l'apprendre à leurs dépens : ils vont être systématiquement assassinés, déportés, poursuivis (en particulier les trotskystes, ce qui n'empêche pas Krivine de chanter les louanges de Ho, avant et après sa mort) ; on ne s'oppose pas impunément à la restructuration du monde telle que les blocs la désirent !

Ensuite, et bien, le PCI soutient la mise en place du fantoche pro-français Bao Dai, comme « symbole de notre désir de rester dans le cadre de l'Union française », Ho Chi Minh appelle les populations à pavoiser pour le retour des Français ; mais ceux-ci, qui n'accordent qu'une confiance limitée aux communistes pour rétablir l'ordre dans le pays, bombardent Haïphong le 24 juillet 1946 pour intimider et réduire toute tentative de rébellion du PCI. En fait, l'ennemi, ce sont les nationalistes et non les communistes. La différence va très vite s'estomper quand les communistes, libérés par la révolution chinoise et par la nouvelle politique stalinienne de la « guerre froide » pourront « absorber » la plus grande partie des nationalistes, de gré ou de force, pour ne pas se couper d'un mouvement irréductible. Mais il faudra pour cela attendre 1947 !

En attendant, le P.C. français, lui, a les coudées plus franches ; en 1945, le gouvernement français auquel participent les communistes réclame un crédit de 100 milliards pour renforcer le corps expéditionnaire en Indochine. En janvier 1946, nouveaux crédits approuvés par les communistes ; les 182 députés communistes votent à l'unanimité l'envoi d'un message de félicitation au général Leclerc pour son action

(1) Voir *Noir et rouge* n° 39, pages 9 et 10. dont une partie de l'article est repris ici.

dans la péninsule, et le 14 mars 1947, les députés de droite applaudissent debout les députés communistes pour leur soutien à l'agression française.

On a donc vu que ceux qui ont mené la guerre contre les Français d'abord, puis contre les Américains sont les mêmes qui les ont installés en Indochine ; toujours et jusqu'aux derniers événements, c'est la politique des blocs, les raisons d'Etat des deux « grands » puis du troisième (la Chine), qui vont établir les règles du jeu de la politique en Indochine et ce, en se servant d'authentiques révoltes paysannes et parfois même ouvrières ; jamais les impérialistes, les bureaucrates, les politiciens, les militaires n'auront exploité davantage les potentialités de révolte de toute une population pendant aussi longtemps !

Après une longue guerre, les Français sont chassés pour toujours de l'Indochine, sous l'œil attentif des USA, qui vont prendre le relais, avec l'accord tacite de l'URSS (la Chine n'est pas encore assez puissante pour peser d'un poids quelconque).

La guerre contre l'impérialisme américain va être menée sous la direction du gouvernement de la RDVN, et par l'armée de libération nationale dont l'organisation politique est le FNL.

Comment ces forces conçoivent-elle le socialisme ?

Une société militarisée

La République du Nord Viet-Nam, compte environ 16 millions d'habitants dont 13 millions de paysans et seulement 1 ou 2 millions d'ouvriers. Le pouvoir, c'est-à-dire le PCI, a comme outil principal de gouvernement, l'armée ; c'est elle qui, sous couvert de défense du territoire, intervient dans la vie économique et sociale pour la mise en place des « réformes ».

A propos de l'armée, Giap a dit :

« Il faut éviter les effets de l'idéologie petite bourgeoise (les paysans) dans l'armée en renforçant l'idéologie prolétarienne par le maintien du rôle dominant des cellules du parti en son sein ».

Le propos est cocasse si l'on sait que l'armée est composée à 90 % de paysans.

Les véritables maîtres sont donc bien les 10 % restant, les bureaucrates, les spécialistes, les politiques, venus de la ville, qui eux, représentent l'idéologie prolétarienne.

C'est cette minorité, presque tous cadres du PCI qui vont promouvoir et faire appliquer la réforme agraire, de 1953 à 1956.

800 000 ha distribués à 2 millions de foyers (environ 8 millions de personnes), soit 1/3 d'ha environ par famille paysanne, ce qui est évidemment très peu, et correspond juste aux nécessités d'une économie de guerre dans ces régions ; une auto subsistance minimale permettant de concentrer l'effort sur la production industrielle et militaire.

Mais la réforme agraire, c'est aussi la possibilité pour l'armée et le pouvoir central, c'est-à-dire pour la ville, de contrôler la campagne : venue sur place de militaires et de militants pour « encadrer » la mise en place de la réforme, cela sous couvert de lutte contre les « différences », de « compréhension mutuelle » etc...

Une partie des grands féodaux se trouvent ainsi éliminés (sauf ceux qui sont d'une quelconque utilité au régime) mais pas les paysans riches, dans la mesure où le principe de base est l'alliance de toutes les couches de la population contre l'impérialisme et « pour la construction du socialisme » (sic).

Une extrême pauvreté demeure jusqu'en 1957, date à laquelle les dirigeants font leur autocritique, et mettent en place la « coopération agricole, étape qui correspond à un effort de guerre donc de contrôle sur les populations.

En 1960, déjà 90 % des paysans sont regroupés dans ces « coopérations » qui fonctionnent sur le principe « d'équipes d'entraide » entre familles, mais rémunérés par celui qui la reçoit, soit immédiatement, soit par le biais d'une dette non pas en service, mais en argent ou en biens, de telle sorte que l'endettement redevient une caractéristique pour une partie des paysans.

La production n'augmente que faiblement (153 000 tonnes de paddy — base de l'alimentation — produits en 1956 contre 130 000 tonnes en 1939).

En 1962, une coopérative compte en moyenne une vingtaine de cadres sans compter les militaires installés sur place ; ce sont eux qui sont la base de l'administration locale, et c'est ce système qui se met en place au sud dans les « zones libérées ».

Les réformes agraires au nord ont simplement permis une sorte d'équilibre entre l'effort de guerre et les besoins minimaux de subsistance d'une population habituée

à la disette ; mais après tout, le paysan ne crève plus de faim en URSS, en Algérie, en Espagne, et ce n'est pas une preuve que les rapports d'exploitation aient changé d'une manière quelconque.

Au Sud : Le FNL a toujours déclaré que son but était la constitution d'un Etat indépendant, démocratique, pacifique et neutre. L'analyse de base étant qu'il n'existe au Viet-nam que des féodaux et des impérialistes, mais pas de classes dominantes ou classes aspirant à le devenir (il n'est guère possible de le reconnaître quand il s'agit de soi-même).

« Notre objectif est d'instaurer au sud Viet-nam un gouvernement d'union nationale et démocratique réunissant les représentants de toutes les couches sociales, de toutes les confessions, des partis politiques et des notabilités patriotiques »

« Il faudra réaliser une réduction de la rente foncière là où les conditions de la réforme agraire ne seront pas réunies »

« L'Etat encouragera la bourgeoisie industrielle et commerciale à contribuer au développement de l'industrie, et de l'artisanat »

« Le front s'engage à respecter les droits de propriété légitimes des terres de l'église, de la pagode, et du peuple caodaïste. »

(c'est probablement ce qu'on appelle des conditions non réunies pour la réforme agraire),

Ainsi parlait le FNL avant sa victoire.

Cette politique, opportuniste et réaliste, indique bien que les vainqueurs de la guerre, ce sont bien les composantes d'une néo-bourgeoise qui ne manque jamais, dans les guerres de libération nationale, de s'appuyer sur les révoltes paysannes, pour s'octroyer ce qu'on leur refusait.

En fait, sur le plan politique, c'est cette « néo-bourgeoisie » (petite bourgeoisie) qui est l'enjeu du conflit Est-Ouest au Viet-nam. Elle serait sortie de toutes façons victorieuse du conflit, mais sous quelle couleur : Est ou Ouest ?

Elle est composée de commerçants, d'étudiants de l'opposition bouddhiste, de cadres du FNL. Voyons comment ces mêmes couches petite-bourgeoises se sont emparées du pouvoir au Viet-nam du Nord : C'est une armée insurrectionnelle qui a brisé la domination du féodalisme agraire et de ses alliés, et c'est cette armée qui a constitué le creuset où a commencé à s'élaborer la nouvelle classe dominante. L'apparition et le développement de cette armée ont été à la fois l'expression des révoltes agraires et d'une mutation sociale des couches petites bour-

geoises. Celles-ci, faute de pouvoir se développer comme classe bourgeoise, ont pris la direction de la guerre des paysans, se sont constituées en appareil politico-militaire et ont trouvé dans l'idéologie stalinienne le modèle de la restructuration de la société leur permettant de devenir la classe dominante qu'elles n'avaient pas pu être dans le cadre féodal-bourgeois.

La métamorphose bureaucratique des couches petite-bourgeoises dans les pays sous-développés s'est déjà opérée suivant plusieurs variantes concrètes. En Chine et au Viet-nam, les insurrections de la paysannerie contre le féodalisme se sont données comme appareil dirigeant le PC. Celui-ci a constitué le noyau autour duquel s'est organisée au cours des mêmes combats de « libération sociale et nationale » une nouvelle couche dirigeante. Celle-ci s'est développée en s'amalgamant des éléments d'extractions sociales très diverses : un nombre infime d'ouvriers contraints par la répression de quitter l'usine pour le maquis, des cadres paysans, des étudiants.

La défaite américaine n'en est finalement pas une, dans la mesure où ce n'est pas une autre forme de rapports sociaux qui triomphent, mais bien la continuation de l'exploitation de l'homme par l'homme sous une forme qui convient peut être mieux aux esprits « tâtilons » de certains.

La force de frappe américaine est intacte, et ce sont, dans un avenir peut-être proche, les peuples d'Amérique latine (ou du Portugal, de la Grèce, de l'Italie, de la France) qui feront les frais d'une guerre qui ne rapportait plus rien aux USA après avoir permis de 1961 à 1967 de relancer l'économie, dans une période mondiale de récession, par des commandes massives aux industries de pointe (aéronautique, électronique...).

Martin

Communiqué

ATTENTION !

Front Libertaire des Luttes de Classes, édité par l'O.R.A., est momentanément retiré des N.M.P.P.

Nous nous excusons auprès de nos fidèles lecteurs habitués à le trouver dans les kiosques.

Le seul moyen de se le procurer est donc l'abonnement : 10 numéros 17,00 Fr.

Chèque, CCP, mandat à adresser à l'ordre de Front Libertaire, 33, rue des Vignoles, 75020 PARIS.

(Spécimen gratuit sur simple demande.)

ETRE GOUVERNE C'EST ETRE RECENSE

Etre gouverné, c'est être gardé à vue, inspecté, espionné, dirigé, légiféré, réglementé, parqué, endoctriné, contrôlé, estimé, apprécié, censuré, commandé, par des êtres qui n'ont ni le titre, ni la science, ni la vertu...

Etre gouverné, c'est être à chaque opération, à chaque transaction, à chaque mouvement, noté, enregistré, recensé, tarifé, timbré, toisé, coté, cotisé, patenté, licencié, autorisé, apostillé, admonesté, empêché, réformé, redressé, corrigé. C'est, sous prétexte d'utilité publique, et au nom de l'intérêt général, être mis à contribution, exercé, rançonné, exploité, monopolisé, concussionné, pressuré, mystifié, volé ; puis, à la moindre résistance, au premier mot de plainte, réprimé, amendé, vilipendé, vexé, traqué, houspillé, assommé, désarmé, garrotté, emprisonné, fusillé, mitraillé, jugé, condamné, déporté, sacrifié, vendu, trahi, et pour comble, joué, berné, outragé, déshonoré. Voilà le gouvernement, voilà sa justice, voilà sa morale!

J.-P. PROUDHON

(« Idée générale de la Révolution
au XIX^e siècle »).

NE NOUS LAISSONS PAS COMPTE

Le recensement est OBLIGATOIRE ! Remplir les feuilles de recensement est obligatoire ! En vertu du décret du tant et tant ... bref c'est obligatoire et d'ailleurs, si vous rechignez, il vous en coûtera 40 F, ils l'ont dit à la radio ! Il n'en faut pas plus : le « chef de ménage » (1) armé de son stylo se met en devoir d'énumérer les caractéristiques qui, chez lui, ont eu cette année l'honneur d'intéresser l'Etat. Quels diplômes ? Dans le même logement que le 1-1-63 ? Les cabinets d'aisance, avec ou sans chasse d'eau ? OS 1, OS 2, qualifié ou hautement qualifié ? « Si vous êtes dans un autre cas, précisez votre position hiérarchique » ... ! « L'agent-recenseur » vous aidera à vous situer exactement dans les casiers savamment composés par l'INSEE (il est payé à la pièce).

L'INSEE, puissance tutélaire, forcément impartiale, qui compte tout, sait tout, a réponse à tout, et qui a pour cela le droit de poser les bonnes questions, de « recueillir les informations indispensables à l'étude de tout problème démographique, écono-

mique ou social ». Ou politique ? Non, politique, c'est pas l'affaire de l'INSEE, ça n'a rien à voir là-dedans. Ah bon, alors à qui ça sert ces informations ? eh bien à ceux qui font l'étude de « tout problème démographique, etc. ». Et pour qui la font-ils cette étude, sinon à l'usage des génies politiques et administratifs qui ont la bonté de prendre les décisions à notre place et de faire ainsi notre bonheur quotidien, « économique et social » ? — Taisez-vous et remplissez, sinon 40 F !

(1) C'est le « chef de ménage », en principe un homme sauf cas particulier, qui reçoit le dossier et remplit la feuille de logement en y inscrivant d'autorité « l'épouse, le fils, la mère, la belle-fille, le neveu » etc. ; et il remplit aussi les bulletins « individuels » pour toute personne inscrite par lui sur la feuille de logement. Cette opération repose fondamentalement sur la structure familiale, le « ménage », malgré les apparences elle ne prend pas en considération les individus, ceux-ci sont placés sous la responsabilité d'un « chef de ménage » dont ils peuvent éventuellement n'avoir rien à foutre ! Pour ces individus mineurs, sous tutelle, épouse, fils, etc. le recensement ne s'adresse pas à eux, ils n'en ont donc rien à foutre non plus, ça ne les concerne pas.

Ainsi il y aurait des lois qui m'obligeraient à déclarer par écrit, à je ne sais pas qui, quel est mon grade si je suis agent de l'Etat, à repérer parmi les 13 cas possibles mes diplômes, ma sous-qualification ou mon inculture, à déclarer depuis combien de temps je cherche du travail, à indiquer le nom des personnes qui habitent chez moi que cela leur plaise ou non, etc, etc ? Vous avez vu ça dans les lois, vous ? Et même si c'était vrai, ça vous paraîtrait acceptable ? Le jour où la « loi » se mettrait à prescrire de déclarer quelle est votre fréquence d'utilisation des installations sanitaires, combien de temps vous dure votre linge de corps, le nombre de repas que vous prenez 1. chez vous, 2. chez des amis, 3. au restaurant (important pour certaines études « économiques et sociales »...) vous allez répondre à tout ça et à autre chose encore ?

Est-ce que ça ne suffit pas de remplir déjà d'innombrables formulaires en de multiples exemplaires, pour faire quoi que ce soit : pour aller à l'école, faire des études, chercher du travail, trouver du travail, disposer de l'argent gagné par son travail, pour se faire soigner, pour voyager en congé payé, pour déclarer ses « revenus », pour entrer dans une bibliothèque publique... Numéroté, fiché, codé, qualifié, quantifié et finalement recensé ! Par qui et pour quoi ? Vous n'avez même pas à le savoir, puisqu'on vous dit que c'est pour votre bien !

Puisqu'on vous dit que ces renseignements « ne serviront qu'à l'établissement de tableaux statistiques anonymes » (mais alors pourquoi faut-il absolument y porter des noms... ?) Eh bien, peut-être que ces renseignements ne prendront pas immédiatement le chemin des fichiers de la préfecture de police ou du grand ordonnateur SAFARI ; en tout cas on voit bien l'intérêt qu'ils présentent pour fabriquer des circonscriptions électorales sur mesure. Mais ce qui compte, c'est qu'en tout cas cela ne dépend pas de nous, de vous et de moi, *qui n'avons aucun contrôle réel sur ce qu'on fera de tout ça*, et qui sommes obligés de faire une *confiance aveugle* à des instances (INSEE, Ministère de l'Intérieur) dont on apprend tous les jours qu'elles ne dépendent pas de nous, mais nous d'elles ! Et cela seul suffirait pour que nous refusions cette allégeance au pouvoir, à l'administration, à la statistique.

Encore, dans les grandes villes, on peut penser qu'il sera plus facile de neutraliser les conséquences éventuelles de cette mise en fiche ; mais dans les villages, les petits bourgs, les campagnes où les maires et les gendarmes, qui souvent portent eux-mêmes

les feuilles de recensement, ne sont pas sans relations mutuelles ? Le recensement ne met-il pas en place un dispositif de quadrillage qui facilitera le repérage d'un certain nombre de personnes ? Pas les gros fraudeurs fiscaux, bien sûr, ni les généraux tortionnaires, ni les gangsters ou les maquereaux : ceux-là ont leur place reconnue dans une société convenable. Mais les déserteurs, de l'armée ou « de l'ordre social régnant », les objecteurs, les insoumis, les fugeurs, les trimardeurs, les résistants au travail et à l'ordre moral, les étrangers, les immigrés sans papiers, les marginaux de toute espèce partis prendre l'air sans donner leurs raisons ni remplir de fiche de séjour... Quel bon prétexte pour les « autorités » des petites localités pour aller voir de plus près ce qui se passe dans ces fermes ou maisons communautaires plus ou moins isolées, pleines de passages, d'étrangers au pays, de jeunes chevelus et par conséquent suspects, « capables de tout » ! Recensez-moi tout ce monde là et plus vite que ça, C'EST OBLIGATOIRE !

Quant à ceux qui penseraient qu'ils n'ont rien à voir avec ces gens-là, et qui ne voient pas pourquoi ils ne répondraient pas aux questions qu'on leur pose, « n'ayant rien à cacher », invitons-les à regarder de plus près ces questionnaires : quelles sont les caractéristiques sur lesquelles l'Etat s'intéresse à nous et nous comptabilise ? **SEXE, NATIONALITE, FORMATION, PROFESSION ET LOGEMENT** ! Tout un monde, toute une vie !... Ce sont là, sous nos yeux, les dimensions mêmes auxquelles la société « moderne » nous réduit, les mécanismes sociaux, par lesquels elle transforme des êtres vivants en robots salariés, en téléspectateurs, en touristes de masse, en citoyens tricolores, en morts au champ d'honneur — bref, en **FRANÇAIS MOYENS** !

Et on voudrait nous faire croire qu'à partir de là, les meilleures études démographiques, économiques et sociales seraient capables de fournir les moyens de construire un monde qui soit seulement vivable !

Voilà, sur la base d'une législation imaginaire, une opération qui de toute façon ne pourra que contribuer à reproduire la société telle qu'elle est, à renforcer l'isolement, le quadrillage, la réduction des individus — *une opération qui se présente et se déroule sous le signe de la menace, de la sanction, de la délation* !

A ces menaces, il faut répondre par la *désobéissance collective*, qui aujourd'hui sur le recensement, comme sur le service

militaire et les impôts alimentant le budget de l'armée, et demain sur autre chose, nous permettra de nous reconnaître, de nous retrouver, renforcera notre volonté de résister et de nous organiser — contre un pouvoir qui ne nous administre et ne nous recense que pour mieux nous opprimer et nous exploiter !

Quant aux 40 F... on verra bien comment ils feront pour nous les extorquer. Dans le pire des cas, ça nous permettra encore de nous rassembler et d'expliquer, collectivement, ce que nous pensons de leur *mise en carte*.

LES MOUTONS ENRAGES

PORTUGAL

LA LUTTE AUTONOME DES TRAVAILLEURS

Le texte suivant () est traduit du journal COMBATE, n° 15, 17 janvier 1975 (avenue Santos-Dumont, 48, R/C-Dto, Lisbonne) :*

Ce journal, apparu après le 25 avril, était à l'origine le résultat d'un compromis entre militants de diverses tendances (voir *Manifesto de Combate*, n° 1, 26-6-74), issus en majorité de groupes d'orientation léniniste. Depuis lors, confrontées à des discussions internes et surtout au mouvement social et de luttes ouvrières, les positions du journal ont nettement évolué vers une critique des conceptions léninistes de l'action politique et du mouvement ouvrier. Il prend position pour l'organisation indépendante des travailleurs contre les syndicats, les partis et l'Etat, pour la liaison internationale des travailleurs. *Combate*, qui sort deux fois par mois, et qui est assez largement diffusé en milieu ouvrier (3 000 exemplaires), accorde une place importante aux informations sur les luttes dans les quartiers, et sur les mouvements d'occupations ; on y trouve, de plus, des discussions ou des table-rondes entre des travailleurs en lutte, des informations internationales et des analyses théoriques (l'éditorial). Il s'affirme comme : « une tribune libre ouverte à la libre expression de tous les

travailleurs en lutte. Il est aussi un moyen par lequel les travailleurs peuvent échanger leurs expériences et renforcer ainsi leur organisation autonome dans le combat contre le capitalisme. (...) *Combate* s'appuie seulement sur les travailleurs, il n'est l'organe d'aucun parti ou groupe politique. »

Ces positions, cette évolution sont le produit de l'intensité des luttes qui ébranlent la société portugaise, luttes qui soulèvent des problèmes nouveaux pour les travailleurs et les militants révolutionnaires. L'importance du texte réside dans le fait qu'il traduit les questions réelles que se posent actuellement, au Portugal, les militants ouvriers les plus radicaux. Il exprime les « découvertes » et les changements de conscience de beaucoup de travailleurs consécutifs à leurs actions et aux difficultés et obstacles qu'ils y rencontrent. Il n'est pas le simple fruit d'une réflexion académique, mais plutôt celui d'une situation réelle complexe. Il montre que, au Portugal comme ailleurs, la question fondamentale du nouveau mouvement ouvrier est celle de l'organisation autonome, qui permettra aux travailleurs de dominer consciemment leur force et de l'appliquer en vue des buts radicaux. Même si nous ne sommes pas d'accord sur toutes les positions et les pratiques des camarades de *Combate*, nous sommes solidaires d'une pratique militante qui a pour centre d'orientation cette question de l'autonomie ouvrière.

Sur le texte lui-même, quelques réflexions critiques nous semblent nécessaires. Tout d'abord la description des tendances planificatrices (le rôle de l'Etat) au sein du capitalisme moderne, ainsi que du rôle qu'y joue le syndicat, nous semblent très simplifiés dans le texte. De même l'analyse du rôle intégrateur des syndicats modernes paraît très limitée. En effet, celui-ci n'est pas le produit des seuls « monopoles » comme le montre l'expérience des syndicats sociaux-démocrates allemands ou des syndicats de métier aux U.S.A. au XIX^e siècle.

(*) Cette traduction et sa présentation nous ont été transmises par un camarade qui n'appartient pas au collectif de *La Lanterne*.

Il est donc faux de prétendre que tous les syndicats, « organisations de résistance des travailleurs », ont été éliminés par le capitalisme monopoliste. Au contraire, tant qu'ils sont restés des organisations de *résistance* (et ils le sont toujours sinon comment comprendre leur survie), ils n'ont pas été contradictoires avec la concentration et l'accumulation du capital. A cet égard ils ont toujours été des organes intégrateurs de la classe ouvrière. C'est pourquoi seules les organisations qui avaient opté pour une ligne d'action syndicaliste-révolutionnaire, comme ce fut le cas de la C.G.T. portugaise jusqu'aux années 30, prenant une position *d'attaque*, et non de défense par rapport au capitalisme, ont été, elles, écrasées par la bourgeoisie. Aujourd'hui, comme toujours, seul le dépassement de ces organisations de défense, et des pratiques qui y sont liées — négociation avec le capital, délégation de pouvoir —, peuvent ouvrir la voie à l'action émancipatrice des travailleurs.

Paris, mars 1975.

LE DEVELOPPEMENT DE L'ORGANISATION AUTONOME DES TRAVAILLEURS APRES SIX MOIS DE LUTTE

1. La signification actuelle des syndicats

Tous les camarades, auxquels l'histoire du mouvement ouvrier n'est pas totalement inconnue, ont sûrement remarqué que, jusqu'au développement des grands monopoles, au début du siècle, les syndicats étaient de véritables organisations de travailleurs, des armes dans leur lutte contre le capital. Au Portugal, où le grand capital monopoliste n'a commencé à dominer complètement la vie économique qu'avec le régime salazariste, la C.G.T. (Confédération Générale du Travail) a été, jusqu'à son élimination par le fascisme, un défenseur intransigeant de l'émancipation des travailleurs. Dans les pays industrialisés, ceux où on a vu, des décennies avant le Portugal, l'économie dominée par les monopoles, l'élimination des vieux syndicats ouvriers s'est accomplie beaucoup plus tôt.

De façon rapide et violente, comme ce fut le cas au Portugal, ou bien à travers une transition plus lente et pacifique, comme ce fut par exemple le cas en France, les syndicats ont cessé d'être l'instrument de lutte des travailleurs dans les lieux de production et se sont transformés en organisation dont les planificateurs économiques des grands monopoles se servent pour

organiser les travailleurs en fonction des intérêts des grands secteurs de la production capitaliste. Le syndicat n'est plus l'organisation des travailleurs dans leur résistance contre le capitalisme. Dans le cas du fascisme portugais, on l'a dit, l'élimination du syndicat en tant qu'organisation de masse, va de pair avec la création d'organismes liés aux syndicats, tel l'Institut National du Travail (1), éléments essentiels dans la planification de la force de travail. Des raisons technologiques, économiques et sociales font que le capitalisme est entré, avec les monopoles, dans une phase de planification. De la même façon que les capitalistes ont leurs organisations particulières pour la planification des divers aspects de la production et de la circulation des produits, de même ils ont des organisations qui planifient la distribution de la force de travail et de la masse salariale. Ces organisations sont les syndicats modernes. Le dirigeant syndical d'aujourd'hui est le technocrate de la planification du travail.

C'est ce qui se passait chez nous sous le régime fasciste, c'est ce qui continue à se passer après le 25 avril. Au temps de Salazar et de Caetano, les syndicats et leurs structures annexes étaient, tout le monde le savait, des organes de gouvernement bourgeois fasciste. Aujourd'hui, les syndicats sont un organe du gouvernement bourgeois pro-parlementaire. Dans les deux cas ils restent des rouages de l'appareil d'Etat. En aucun cas, ils ne sont l'instrument de la lutte prolétarienne. Parmi les camarades qui nous lisent combien d'entre eux n'ont-ils pas été déjà intégrés au ministère du Travail dans les commissions de travailleurs? (2) Là-bas, à côté du ministre, — le représentant officieux de l'ensemble des patrons en tant que classe — on trouve son bras droit, celui qui lui souffle à l'oreille les bons conseils, le délégué de l'Inter-Syndicale (3).

(1) Institut National du Travail : organisme de l'Etat Salazariste s'occupant de toutes les questions concernant la « formation », « les loisirs » et « l'étude des problèmes » concernant la force de travail.

(2) Le Ministère du Travail est, depuis le 25 avril, aux mains des cadres et technocrates du P.C., dont beaucoup ont acquis une expérience de bureaucrates syndicaux pendant le régime fasciste. Aucun changement structurel n'a été introduit dans le ministère qui fonctionne comme au bon vieux temps !

(3) Inter-Syndicale : le germe d'une nouvelle Confédération Nationale du Travail, constituée par les représentants des directions syndicales dont la majorité sont aux mains du P.C. C'est déjà un appareil assez puissant qui mobilise des masses importantes de travailleurs.

Sa fonction n'est pas de défendre les intérêts des travailleurs. Au contraire, elle est de conseiller et d'informer, dans les couloirs de la place de Londres (4), le ministre et le patronat sur les moyens les plus souples de tromper les travailleurs.

Ce rôle du syndicat, en tant qu'organisme de planification capitaliste du travail, ne résulte pas du fait que les dirigeants des syndicats et de l'Inter-Syndicale soient des réactionnaires, comme veulent nous le faire croire la majorité des petits groupes politiques actuels. Le mal n'est pas seulement dans le fait que la demi-douzaine de personnes qui dirigent les syndicats sont réactionnaires ; il est dans la structure même des syndicats. C'est pourquoi, même dans les rares cas où les syndicats ont à leur tête des travailleurs révolutionnaires, leurs possibilités d'action restent très limitées.

Le caractère réactionnaire des syndicats est essentiellement dû au fait qu'ils essaient de conduire les luttes ouvrières de façon extérieure aux masses travailleuses qui y sont engagées. Il y a d'autres raisons, mais elles sont subordonnées à celle-ci, et moins éclairantes dans le moment actuel de la lutte de classe dans notre pays ; c'est pourquoi, et pour être brefs, nous allons seulement considérer cet aspect fondamental.

Les dirigeants syndicaux pensent qu'ils peuvent conduire les luttes, indépendamment de l'opinion des travailleurs, sans même les informer, car — disent-ils — les travailleurs leur ont délégué leur pouvoir. Sans rester prisonniers des mots, nous pouvons remarquer que cette idée de « délégation de pouvoir » ne tient pas debout ! C'est la bourgeoisie qui justifie ses structures d'Etat par cette idéologie, surtout la bourgeoisie parlementaire. Mais en fait, le pouvoir, qu'est-ce que c'est ? Le pouvoir, ou bien on l'a ou bien on l'a pas, et lorsqu'on le délègue, on ne l'a plus ! Lorsque les masses travailleuses d'une entreprise luttent et décident collectivement de cette lutte, alors c'est qu'elles conservent entre leurs mains ce pouvoir de décision. C'est ainsi qu'elles développent leur cohésion et leur capacité d'organisation. Lorsque l'action des masses travailleuses est constante, cela leur permet d'augmenter leur compréhension de la réalité, des formes d'organisation collective et communautaire se développent, à l'intérieur desquelles germe la société communiste. Mais si le pouvoir de décision et d'action est retiré aux masses, par le mythe de la « délégation » ou autrement,

elles tombent dans la passivité et deviennent alors incapables de développer des formes sociales antagoniques à la société bourgeoise. Retirer aux masses prolétaires leur capacité d'action et d'initiative constitue toujours, une façon de perpétuer la société bourgeoise.

Au Portugal, la grande majorité des travailleurs a vu clairement, à travers leur expérience de lutte, que les syndicats gardaient, après le 25 avril, la même fonction d'organes dépendants de l'Etat qui les caractérisait pendant le fascisme. Cette compréhension a été favorisée par le fait que ces syndicats ont été « conquis » à partir du sommet, par un processus purement bureaucratique, gardant, dans la majorité des cas, la même structure organisationnelle (5).

2. Le dépassement des syndicats par les Commissions de Travailleurs

Considérant ce décalage total des Syndicats par rapport aux masses, les travailleurs ont créé et développé un autre type d'organisation : les Commissions de Travailleurs (C.T.). C'est ainsi qu'en très peu de temps les C.T. sont apparues dans la presque totalité des entreprises en lutte, dans un rapide et puissant mouvement. Ce développement des C.T. est l'expression la plus évidente du manque de confiance des travailleurs dans les syndicats. Mais pour-t-on dire, comme un observateur superficiel serait tenté de le faire, que c'est la démocratie qui règne parmi nous, dans la gestion des luttes ouvrières et que ce sont les masses travailleuses elles-mêmes qui gardent entre leurs mains l'initiative et le pouvoir dans le combat contre le capital ? On est bien loin d'une telle situation !

3. Les limites des Commissions de Travailleurs existantes

On en est bien loin car cette démocratie formelle est presque toujours contredite lorsqu'on analyse la réalité des faits. En beaucoup de cas, la C.T. se limite à être l'intermédiaire entre le syndicat et les travailleurs. Si cela montre l'extériorité du syndicat vis-à-vis du prolétariat, cela montre aussi que, dans ces cas, c'est le syndicat qui continue à diriger toutes les négociations avec le patronat ; la C.T. se borne à dire au syndicat ce que les travailleurs aimeraient qu'il fasse et à transmettre aux

(5) Cette « conquête » fait référence à la façon dont les forces réformistes parlent de la prise de pouvoir des directions syndicales après le 25 avril, expulsent les dirigeants fascistes.

(4) Place de Londres : emplacement du Ministère du Travail.

travailleurs ce que le syndicat a décidé de faire (c'est ce qui se passe par exemple chez Abel A. de Figueiredo (6)). Dans ces cas, bien que le syndicat n'ait aucune implantation parmi les travailleurs, c'est la C.T. qui va mettre les travailleurs à la remorque de la direction du Syndicat.

Dans d'autres cas, c'est la C.T., élue, qui va jouer elle-même un rôle réactionnaire, ceci dû au fait que ses membres constituent une couche privilégiée, qui n'est parfois même pas constituée par des ouvriers. C'est souvent qu'on voit des ingénieurs, des cadres techniques de formation universitaire, d'ex-dirigeants des associations étudiantes ou activistes dans les divers groupes étudiants qui, non sans humour, s'intitulent eux-mêmes « parti des travailleurs ceci » ou « parti des travailleurs cela », et qui se font élire aux C.T. en les utilisant comme lieu de manœuvre de leurs positions sectaires. C'est ainsi qu'on peut analyser le cas d'une C.T. réactionnaire qui était constituée par le personnel de bureau d'une usine. Les ouvrières de chez Charminha (7) qui se trouvaient en auto-gestion — donc dans une forme de lutte bien avancée — sont restées longtemps sous la domination d'une Commission constituée par du personnel de bureaux qui gagnait le double ou le triple des ouvrières. Il s'agissait, en fait, de nouveaux exploiters. Mais avec le développement de la lutte, et à travers le contact avec la lutte de la Sogantal (8), les travailleuses de Charminha ont compris le caractère réactionnaire de cette Commission et l'ont remplacée par une autre constituée par des ouvrières.

(6) Abel A. de Figueiredo : usine textile à Saint-Tirso (près de Porto), 500 ouvriers, production en baisse depuis 9 ans. Première grève et reprise sous la pression syndicale ; en décembre, deuxième grève pour la revendication de salaire minimum. C.T. élue par l'ensemble des ouvriers ; le personnel des bureaux appuie le patron. Le patron se refuse à négocier avec la C.T. Négociation entre le syndicat et le patron.

(7) Charminha : usine de vêtements, Lisbonne. Le patron est un ancien officier nazi. 200 licenciements dans les deux dernières années. Grève pour l'augmentation salariale et contre les licenciements, le patron quitte le pays sans payer les salaires. Les travailleurs commencent à produire et à vendre directement. Le Ministère du Travail refuse une aide pour la constitution d'une coopérative de production ouvrière. Le personnel des bureaux contrôle la C.T. et garde des salaires très élevés. Après discussion avec les ouvrières d'une autre usine (Sogantal), les ouvrières élisent une nouvelle C.T. constituée par des ouvrières et éloignent les employés des bureaux du contrôle de la lutte.

Parfois, tout en étant formée par des travailleurs non-privilegiés, la C.T. reproduit complètement le système de fonctionnement des syndicats réactionnaires. C'est le cas chez Propam (9), où la C.T. n'informait pas les travailleurs du résultat des négociations qu'elle entretenait au ministère du Travail. Encore plus extraordinaire est le fait que les travailleurs eux-mêmes étaient d'accord avec de tels procédés, d'accord pour ne pas être informés ! On trouve ici un cas extrême d'abandon, de la part des ouvriers, de leur rôle de contrôle sur la lutte. Bien entendu, c'est ainsi qu'on reproduit les rapports de domination existants dans la société capitaliste et qu'on renforce les hiérarchies créées par la bourgeoisie.

Dans d'autres cas encore, et ils constituent peut-être les plus fréquents ce qui rend tout exemple inutile, la C.T. même si elle tient les masses ouvrières informées de toutes ses actions et si elle les consulte avant toute initiative, et bien qu'elle soit constituée par des travailleurs non-privilegiés et de vrais révolutionnaires, bien qu'elle comprenne le contenu réactionnaire des syndicats, et qu'elle ne subordonne pas la lutte aux bureaucrates syndicaux — finit par s'isoler des travailleurs. Elle s'isole non parce qu'elle est devenue réactionnaire, mais parce que les travailleurs sont retombés dans la passivité. A quoi est-elle due, cette passivité ?

Répondre à cette question c'est toucher le cœur du problème, c'est expliquer pourquoi ces C.T. ne sont pas si démocratiques qu'elles semblent à première vue.

Elire une C.T. exprime un degré élevé d'activité des masses travailleuses. Dans

(8) Sogantal : usine de vêtements, Montijo (sud de Lisbonne), capital français. Une des luttes les plus riches dans la vague de grèves après le 25 Avril. 50 ouvrières en grève pour des augmentations salariales. L'usine est occupée, on produit et on vend. Les salaires sont égalisés et les diverses tâches (production, comptabilité, vente) sont effectuées par toutes les ouvrières, à tour de rôle. Le patron quitte le pays revenant plus tard avec un commando qui occupe l'usine pendant la nuit avec le consentement du gouvernement portugais, la population de la région donne l'assaut à l'usine ; intervention de l'armée qui dégage le commando patronal et le protège, jusqu'à sa sortie du pays. Grand mouvement national de solidarité, lutte très ouverte vers l'extérieur, contacts avec d'autres usines.

(9) Propam : industrie du pain, Setubal, 150 ouvriers. Lutte avec occupation pour des augmentations salariales, contre les licenciements et épuration de l'Administration. Une C.T. est élue, composée par le personnel des bureaux.

les premiers temps, cette activité de masse se manifeste dans le contrôle de la C.T. par tous les travailleurs. Au début, ce sont effectivement les masses qui décident ce que la C.T. exécute. Mais, petit à petit, la distinction entre les masses et les exécutants commence à réapparaître. Ce sont toujours les mêmes — les membres des C.T. — qui ont le pouvoir d'exécution, et, sans s'en apercevoir, alors que les masses travailleuses délaissent toute initiative, la C.T. se l'approprie. C'est à ce moment que la C.T. s'isole des masses. C'est alors que le patronat, profitant de cette séparation et de cet isolement, attaque la C.T., licencie les ouvriers les plus révolutionnaires, exerce enfin son activité répressive. Pourquoi ? Parce que les travailleurs avaient été éloignés de tout travail pratique direct, et étaient ainsi retombés dans la passivité.

A partir de là, il est possible de comprendre une autre des limites les plus communes des C.T. pendant cette même période ; la grande difficulté dans l'unification des diverses C.T., dans la publication d'un organe de presse propre aux inter-commissions, etc. Parmi les diverses tentatives faites pour mettre en rapport les C.T., le résultat le plus important a été la grande manifestation prolétaire de septembre 1974 (10). Mais, par la suite, cette tâche de mettre les luttes en rapport n'a pas été assumée, l'inter-commissions est morte et d'autres organismes qui essaient de mettre sur pied un travail de liaison des luttes ouvrières ne réussissent pas à garder une existence réelle. Ce qui se passe dans la réalité c'est que ce sont des *individus*, appartenant à quelque C.T. qui se réunissent, et *non les masses* travailleuses des diverses entreprises. Ceci signifie que ces réunions reposent, dès le départ, sur le maintien des masses ouvrières dans un certain état de passivité et si d'un côté elles peuvent momentanément contribuer à la liaison des luttes, d'un autre côté elles contribuent aussi à aggraver la scission entre ces C.T. et les masses travailleuses.

4. Développement des Commissions dans un sens révolutionnaire

Si on regarde l'expérience de lutte ouvrière dans d'autres pays où ces mêmes questions se posent, nous pouvons voir de quelle façon on essaye de les résoudre. Dans

(10) Il s'agit d'une manifestation contre la répression dans la grève de la TAP et contre les licenciements. Pour ce qui est des développements plus récents de la Commission Inter-Entreprise voir **Annexe**.

plusieurs luttes, devenues célèbres par la combativité, la cohésion et l'activité des masses travailleuses, les ouvriers n'ont pas élu des commissions *définitives* chargées de *tout* le travail exécutif. Ils ont élu diverses commissions, chargées chacune d'une tâche particulière, toujours avec un caractère provisoire. Ainsi on empêche la création d'un groupe d'ouvriers qui détient tout le pouvoir politique, considérant que ce pouvoir exécutif se trouve réparti dans diverses commissions ; on ne crée pas non plus une séparation entre les masses et l'activité exécutive directe, car le caractère provisoire des commissions fait que la grande majorité des travailleurs assume, à tour de rôle, les fonctions exécutives pendant quelque temps (11). Ainsi, non seulement les commissions ne s'isolent pas des masses, mais les travailleurs ne perdent pas non plus l'esprit combatif et d'activisme révolutionnaire. Il s'agit de diriger la lutte, ce qui contient en soi des éléments de la société communiste.

La bourgeoisie essaie de séparer le mouvement ouvrier par pays et d'empêcher que les travailleurs portugais connaissent l'expérience de lutte des travailleurs d'autres régions. La pratique de lutte du prolétariat contre les exploités mène celui-ci, dans toutes les sociétés, à développer des formes sociales d'organisation fondamentalement identiques — des formes sociales communistes. Assimiler l'expérience du prolétariat des autres pays, voilà ce qui permettra aux travailleurs portugais un développement plus rapide des formes autonomes d'organisation ouvrière.

Le dépassement des syndicats et la création des C.T., voilà ce qui nous semble être le bilan positif des six derniers mois de lutte.

Le développement de la démocratie à l'intérieur des C.T., la fin de la séparation entre les masses ouvrières et l'exécution directe des tâches pratiques, voilà le chemin à suivre dans l'organisation autonome des travailleurs.

La libération des travailleurs ne pourra venir de personne d'autre que des travailleurs eux mêmes organisés de façon autonome.

Combate, Lisbonne, 17 janvier 1975

(11) Comme c'était le cas dans la lutte chez Sogantal.

(Les notes sont du traducteur)

ANNEXE

Sur l'évolution de la Commission Inter-Entreprises et autres formes nouvelles d'organisation

Sur la Commission Inter-Entreprises (CIE) quelques informations et réflexions aideront à la compréhension de son développement et de son impact actuel.

Les premières réunions de la CIE ont eu lieu en septembre 1974, elles ont abouti à la manifestation dont il est parlé dans le texte de *Combate*. Elle était alors composée par des éléments des CT des usines ou entreprises les plus combattives et elle se réunissait de façon plus ou moins informelle. Dès son origine la CIE se constitue sur une base nettement anti-action syndicale traditionnelle et anti-PC. Vers le début de 1975 la CIE prend une forme plus organisée, un secrétariat est élu par les diverses CT, un bulletin de liaisons inter-entreprises, avec des informations de lutte, est publié par le secrétariat. Des assemblées générales, ouvertes à tous les travailleurs, ont lieu à Lisbonne. La CIE regroupe surtout des CT des grandes entreprises modernes de la région industrielle de Lisbonne : électronique (EFACEC - Westinghouse), métallurgie, transports (TAP), chantiers navals (LISNAVE), textile, etc.

La manifestation du 7 février 1975, contre le chômage, qui regroupe plus de 20 000 personnes dont une majorité d'ouvriers en bleu de travail, donne la mesure de sa force et de son implantation. Dans cette manif les groupes politiques ne sont pas admis en tant que tels, ni avec leurs banderoles, sigles ou mots d'ordre. Pour la CIE « il s'agit d'une manifestation ouvrière ». Seuls les mots d'ordre des diverses CT sont présents : « Non au chômage », « Non aux heures supplémentaires », « A bas le capitalisme », « Salaire minimum, salaire de faim ». Le 20 mars la CIE organise à nouveau une manifestation qui regroupe plusieurs milliers de métallurgistes contre le contrôle du PC sur la direction du Syndicat des métallurgistes. Le siège syndical est occupé, l'armée intervient afin de faire évacuer les locaux.

La CIE prétend lutter pour un « syndicalisme de base », non bureaucratique.

Derrière cet objectif inaccessible, on trouve dans la CIE la forme d'organisation ouvrière la plus avancée issue du mouvement social au Portugal ; un désir de lutte très radical, un refus des méthodes d'action syndicale traditionnelle, et une critique bien exprimée de l'action et du rôle du PC. Il est vrai, comme le dit l'article de *Combate*, qu'elle ne contribue pas à éliminer la coupure existant souvent entre les masses ouvrières et les CT. Mais la permanence de l'agitation ouvrière dans les grandes concentrations (Lisnave, Tap), le recours constant aux assemblées générales — au contraire de ce qui se passe dans les CT contrôlée par le P.C. (1) — tout cela maintient un rapport réel, bien qu'ambigu, entre les masses ouvrières, les CT et la CIE. Autrement, comment expliquer la participation massive et enthousiaste des ouvriers aux manif et aux actions organisées par la CIE ?

Le contenu anti-réformiste de ses actions, l'opposition frontale au PC et même aux groupes maoïstes orthodoxes — le MRPP (2) considère ses actions comme relevant du « syndicalisme révolutionnaire » ! — la mise en avant de mots d'ordre ouvriers et d'action directe et démocratique, le combat ouvert contre le pouvoir bourgeois, tout cela fait de l'existence de la CIE et de sa capacité de mobiliser des masses importantes d'ouvriers radicaux, un élément très important dans la situation sociale portugaise. Pour le nouveau pouvoir et pour la bourgeoisie elle exprime l'existence réelle d'un courant gauchiste organisé, au sein de la classe ouvrière. Ce qui n'est pas, après tout, chose très courante dans le mouvement ouvrier à l'échelle mondiale !

Il est vrai aussi que l'activisme d'ouvriers appartenant à des organisations gauchistes est, dès le début, très important au sein de la CIE. Mais cela est une donnée de tout mouvement radical qui naît et s'organise aujourd'hui sur, et contre, les remparts du vieux mouvement ouvrier. Comment pourrait-il en être autrement ? Néanmoins, tant que l'agitation sociale persiste et que les masses ouvrières ne tombent pas dans une passivité totale, aucun groupe politique ne peut prétendre avoir le contrôle permanent de la CIE, leur influence changeant d'ailleurs selon les modifications des luttes.

(1) Exemple : la Commission de Travailleurs de Alfeite (chantiers navals de la marine nationale) où les assemblées générales « sont peu fréquentes afin d'éviter les manipulations faciles vu la très faible politisation de la base » — *Le Monde*, 30 et 31 mars 1975.

Il est par contre important de voir comment quelques-uns de ces groupes, influencés, eux, par les expériences et les questions soulevées par leurs propres militants ouvriers, évoluent et s'ouvrent à une critique de l'action politique traditionnelle (3).

Aujourd'hui les formes d'organisations ouvrières indépendantes, CT et CIE, ne sont plus isolées au Portugal. La poursuite et la radicalisation du mouvement social, l'instabilité et l'immobilisme du nouveau pouvoir, font apparaître d'autres formes d'organisation et d'action directe, au niveau social. Les occupations de maisons en zones ouvrières, la création de cliniques, crèches et écoles « populaires » se généralisent, affolent la bourgeoisie qui à juste titre y voit une atteinte à la propriété privée, et permettent à un nombre chaque fois plus grand de prolétaires d'agir directement sur le changement de leur propre vie. La prolifération de ces organisations et leurs liens avec celles de la production, ouvrant des perspectives nouvelles au mouvement de transformation radicale de la société. Ce sont ces tendances que les camarades portugais semblent

déceler, eux aussi, dans la phase actuelle du mouvement social au Portugal. « En ce moment, l'orientation qui semble être prise par les travailleurs révolutionnaires est la suivante : formation de noyaux de travailleurs, sur les lieux de travail, d'habitation, etc., préjugant les idées d'auto-organisation collective ; fédération de ces noyaux, tout en leur conservant leur autonomie, de façon à permettre l'organisation de manifestations de rue et surtout de mouvements de masse dépassant les murs de chaque entreprise. Ces noyaux doivent agir en s'appuyant sur les CT réellement autonomes qui existent et en dénonçant la bureaucratisation et les manipulations des partis dont les autres sont victimes.. Sur les lieux d'habitation, ou de travail, où des CT n'existent pas encore, ces noyaux révolutionnaires doivent aussi se former et agir dans le sens de la création de Commissions de délégués (sur les lieux de travail) et de formes coopératives sur les lieux d'habitation (crèches avec des responsables rotatifs, création de centres de discussion, journaux de quartier, etc.). » (4)

Paris, mars 1975

(2) MRPP, Mouvement pour la Reconstruction du Parti du Proletariat ; groupe maoïste implanté surtout en milieu étudiant et dans quelques usines (à côté d'autres groupes maos, comme l'UDP, assez fort parmi les jeunes ouvriers). Le MRPP s'était préparé à participer aux élections d'avril 1975, mais il en avait été exclu (en même temps que l'AOC, autre groupe maoïste très minoritaire s'étant placé à la remorque du PS, et que le PDC de droite) avant d'être finalement interdit. Menant de vives attaques non seulement contre le PCP, mais aussi contre le MFA lui-même, le MRPP, après ses interventions contre des « suspects », a été accusé de faire œuvre de division au sein du MFA, et fin mai entre 3 et 400 de ses militants ont été arrêtés par le COPCON.

(3) La critique de l'action parlementaire a été développée par deux groupes d'inspiration léniniste marquée : la LUAR et le PRP-BR.

La LUAR (qui publie le journal « Fronteira ») est un groupe activiste qui luttait depuis 1967 contre le régime fasciste, par actions armées, attentats, détournements d'avions, etc. Partisan d'un processus de socialisation allant plus loin que les simples nationalisations et que les objectifs de simple développement de la production, la LUAR soutient les luttes autonomes des travailleurs à travers leurs organismes de base, conseils de travailleurs et de paysans, commissions de quartier et d'habitants, etc., organismes d'autogestion constituant les éléments du pouvoir futur de la classe ouvrière ; elle prône également un syndicalisme de base, sous contrôle des travailleurs eux-mêmes et non des directions syndicales ; elle appuie les luttes anti-colonialistes et anti-impérialistes, et critique les ambiguïtés du

MFA. La LUAR a pris l'initiative d'un mouvement d'occupation d'immeubles et de maisons vides, à usage d'habitation, de crèches ou d'hospitiaux populaires, mouvement qui s'est largement étendu et a reçu ensuite le soutien d'autres groupes. La LUAR s'est tenue entièrement à l'écart du processus électoral.

C'est aussi le cas du PRP-BR (Parti Révolutionnaire du prolétariat — Brigades révolutionnaires), issu des Brigades Révolutionnaires actives dès 1972 : attentats contre des casernes et du matériel militaire, contre des bases de l'OTAN, etc. Au slogan électoraliste « O voto é a arma do povo », le PRP oppose « A arma é o voto do povo » (l'arme est le vote du peuple) — « Non aux élections de la bourgeoisie ». Dans la ligne de sa critique des partis (et des syndicats), le PRP soutient lui aussi les formes de pouvoir autonome de la classe ouvrière, les commissions de travailleurs, élues et révocables, organes de la dictature du prolétariat. Ce parti, refusant le rôle de direction des luttes ou d'avant-garde dirigiste, se donne pour tâche l'analyse politique de la situation, et la propagation par ses militants des perspectives révolutionnaires dans les organisations autonomes de lutte. Son journal « Revolucao » donne (comme « Fronteira » de la LUAR) de nombreuses informations sur les luttes autonomes qui se déroulent dans les entreprises. Ces deux groupes ont appuyé et aidé à faire connaître les plus avancées de ces luttes, comme celle de la TAP, des CTT, de la LISNAVE, etc. Ils sont actuellement en discussion sur le rôle du parti par rapport aux organisations de type conseils.

(4) Combate, Editorial, n.º 19, 14 mars 1975.

POST-SCRIPTUM

19 avril 75 : Ouverture du Congrès National Pro-Conseils Révolutionnaires. Il réunit plusieurs centaines de travailleurs liés à l'organisation des Commissions Inter-entreprises, qui sont à l'origine de la manifestation contre le chômage du 7 février 75. Y assistent donc des travailleurs de diverses entreprises dans tout le pays, ainsi que des militaires de diverses unités. Ont été invités tous les partis qui se trouvent à la gauche du PS, ainsi que des organisations de travailleurs comme l'Intersyndicale et la BASE — Front Unitaire des travailleurs, des représentants du COPCON et du Conseil de la Révolution, et des organisations étrangères comme Lotta Continua d'Italie.

Il s'agit pour ces travailleurs de faire avancer qualitativement les luttes sur les lieux de travail, ainsi que de développer leur capacité d'intervention politique, et d'apprécier les propositions de création immédiate de conseils révolutionnaires. D'après le manifeste distribué, « ces organes, expression du pouvoir de la classe, seront son avant-garde et sa sentinelle dans la situation politique actuelle, où s'approche le coup décisif, ultime recours de la bourgeoisie. (...) Ces conseils révolutionnaires devront avoir des moyens défensifs et offensifs, y compris des armes, afin de pouvoir répondre efficacement aux attaques de la bourgeoisie et consolider le pouvoir du prolétariat »

L'initiative de ce congrès pour la création de conseils révolutionnaires est née du fait que « la classe ouvrière se trouve divisée par suite de l'action électoraliste des partis politiques », et de la nécessité de s'organiser dans les entreprises, les casernes, les immeubles d'habitation.

Dans la plateforme issue du Congrès, les tâches énoncées sont l'élection immédiate de conseils révolutionnaires dans tout le pays et l'établissement de relations étroites entre militaires et travailleurs révolutionnaires ; il est affirmé que « l'affrontement avec l'impérialis-

me est inévitable à court terme, et que la défaite de celui-ci n'est pas possible avec l'armée qui existe actuellement ni avec les directions des partis politiques, mais qu'elle nécessite « l'organisation de la classe en armes ». Les conseils révolutionnaires « ne s'opposent ni ne se substituent aux commissions de travailleurs, mais ils considèrent que celles-ci jouent un rôle revendicatif et que les conseils révolutionnaires sont une forme plus avancée, directement politique, pour la prise du pouvoir ».

Ils se donnent ainsi comme objectif : « Organiser et armer la classe de toute urgence pour écraser le coup d'Etat réactionnaire probable, à l'intérieur comme à l'extérieur, et s'organiser pour la prise et l'exercice du pouvoir par la classe ; formation d'une véritable armée révolutionnaire du prolétariat. (...) Les CRT pourront devenir l'embryon du véritable parti révolutionnaire qui sera l'avant-garde de la classe dans la construction du socialisme ; s'emparer, progressivement, du contrôle de l'administration, de la gestion et de la direction dans les entreprises, les champs et les casernes. Chaque conseil révolutionnaire doit définir en chaque lieu des objectifs concrets et immédiats. (...) Les CRT au pouvoir auront pour tâche : la planification socialiste de l'économie, qui s'oppose à l'autogestion dans la libre concurrence et au capitalisme d'Etat. La révolution culturelle et tout un plan social de profonde modification des structures économiques, sociales et politiques, pour la construction d'une société communiste par la dictature du prolétariat ». (A Capital, 19 et 20 avril 75.)

Ces Conseils révolutionnaires de travailleurs, Soldats et Marins (CRTSM) se sont réunis une nouvelle fois le 11 mai 75 à Porto, pour analyser la situation, discuter leurs objectifs et élire un secrétariat. Le document final réaffirme que les CRTSM doivent être élus en assemblée générale (d'entreprise, d'unité, ou de section, ou de compagnie) ; être contrôlés par ces assemblées générales dont ils doivent exécuter les résolutions et auxquelles ils doivent rendre des comptes.

REMARQUES A PROPOS DU TEXTE DE « COMBATE »

« Développement des Commissions dans un sens Révolutionnaire »

S'il est vrai que « la bourgeoisie essaie de séparer le mouvement ouvrier par pays et d'empêcher que les travailleurs portugais connaissent l'expérience de lutte des travailleurs d'autres régions », il me paraît cependant que les camarades s'illusionnent un peu sur ces autres expériences concernant les commissions de travailleurs.

Les ouvriers ont souvent fait éclater le pouvoir en de multiples commissions ; dire que ces commissions n'étaient pas définitives et pas chargées de tout le travail exécutif est peut-être abusif.

Je crois que les camarades pensent particulièrement à la France et à l'Italie.

En Italie, les « commissions particulières » (p. ex. chez Alfa-Roméo ou à la Siemens) se sont formées sur des aspects bien définis de la lutte : commission « cadences »,

commission « sécurité », commission « hygiène » ; elles permettent, certes, une participation active d'un plus grand nombre d'ouvriers, mais surtout pour fournir des informations à un organisme plus permanent, plus central, que sont les commissions internes ou les conseils d'usine ; le plus souvent elles ne pèsent pas d'un poids réel sur la lutte sinon au tout début du conflit ; elles interviennent parfois directement avec les ouvriers concernés, mais plus pour « contrôler » ou faire apparaître un nouveau problème (ce qui est déjà beaucoup !) que pour se situer au niveau de la stratégie d'ensemble concernant l'entreprise ou la branche d'industrie. Ce sont finalement des institutions périphériques, témoignant d'une passivité moins grande, peut-être d'une démocratie plus réelle, mais qui ne diminuent que fort peu la distance qui existe entre l'ensemble des ouvriers en lutte et les instances de négociations où s'élabore la stratégie. Elles servent aussi de lieu de « recrutement » des éléments les plus actifs, pour alimenter en militants moins coupés de la base les dites institutions centrales. Le problème est que, comme le remarquent les camarades de « Combate », ils se coupent très vite à partir de ce moment-là.

L'exemple français (Lip, ORTF, 22 mars...) montre que ces « commissions », même si elles sont ouvertes, sont constituées d'un noyau fixe de gens qui lui, ne varie guère. Ils deviennent vite des spécialistes (relations extérieures, ravitaillement, animation, etc...) qui mettent en place des mécanismes de fonctionnement qu'il est difficile de remettre en cause au nom de l'efficacité (on ne peut « perdre de temps à mettre sur pied un autre fonctionnement »), et sans porter atteinte à « l'intégrité », à la bonne foi des camarades qui ont assumé la fonction. Souvent, les mécanismes de gestion de ces commissions sont inconsciemment faits pour que personne ne puisse y pénétrer ; et c'est « bien normal » tant le rapport de proximité que ressent celui qui le met en place, tranche avec « l'irresponsabilité » et « l'éloignement » habituel dans le travail. Bref, le problème est très compliqué, mais je pense que dans ce domaine aussi, les travailleurs doivent s'en tenir à leur propre expérience plutôt que de chercher ailleurs des solutions (à des problèmes réels) qui n'ont peut-être pas été trouvées.

La note 8 du texte de « Combate » nous apprend qu'à la Sogantal, les commissions ont réellement « tourné ».

C'est le seul exemple, si cela est vrai, que je connaisse. La Sogantal, c'est au

Portugal ! Il y a eu certainement d'autres cas semblables ailleurs, et il serait intéressant de les connaître, de savoir « comment ça a fonctionné réellement » et d'ouvrir un dossier là-dessus.

Martin

IAT

Notre tâche principale : œuvrer au renversement du capitalisme !

Les membres de l'I.A.T. participent à d'autres groupes qui mènent des actions « visibles ». L'I.A.T. a été formée pour réunir et diffuser l'information et les nouvelles au sein du mouvement — dans ce but nous rassemblons coupures de presse, circulaires, tracts, brochures, livres, affiches, etc... ; les informations à diffuser sont publiées dans des bulletins.

En plus de cette fonction, nous nous inquiétons des divisions à l'intérieur du mouvement international qui interfèrent avec l'action et la solidarité : la lutte armée se développe dans de nombreux pays, et se heurte à l'opposition des partisans du développement d'actions de masse. Nous pensons que cette question *doit* être résolue rapidement. Il est facile de perdre de vue son objectif : par définition, l'objectif du mouvement anarchiste est le renversement de l'Etat par la révolution, comme premier pas vers une société libertaire — la lutte armée *peut* dégénérer en terrorisme ; dans la construction d'un mouvement de masse le légalisme et l'économisme sont des pièges difficiles à éviter. L'individualisme (?) et l'« anarcho-pacifisme » (!) ne sont des problèmes que dans la mesure où le mouvement est infecté par les valeurs bourgeoises.

INTERNATIONAL ARCHIVE TEAM
83a Haverstock Hill, London N.W.3.

STUTTGART

la fin de l'expiation

Rarement l'appareil judiciaire s'est donné les moyens d'un spectacle tel que celui qui nous vient d'Allemagne à l'occasion du procès des membres de la « Fraction Armée Rouge » plus connue sous le nom de Bande à Baader : salle de justice construite en prise directe sur la prison, uniquement pour cette occasion, cages à l'épreuve des balles pour le jury, filet contre d'éventuelles bombes aériennes, déploiement massif des forces de police.

Est-ce seulement la peur des actes désespérés et suicidaires des « anarchistes » encore en liberté ou les « crimes » et personnalités des accusés qui justifient cette super mise en scène ? L'Etat allemand se sent-il tellement menacé qu'il s'offre par cette hypertrophie du théâtre judiciaire la possibilité d'un réconfort ?

Il semble qu'au-delà des explications traditionnelles, un sens plus profond doive être recherché à la boursofluence de rites que, même dans sa paranoïa la plus intense, la société du spectacle n'avait que rarement atteinte.

Certes, Baader, Meinhof et leurs camarades ont su frapper aux points les plus sensibles de la ronronnante société allemande : les banques et les camps américains. Certes l'influence du conservatisme le plus réactionnaire sinon d'un fascisme inavoué est encore bien présente en Allemagne : les journaux de la chaîne Springer, la C.D.U. de Monsieur Strauss ont vite saisi l'occasion pour réaffirmer la nécessité d'un Etat fort et même musclé. Mais quelle que soit l'ampleur de leurs actions, les accusés ne paraissent que peu justifier une répression aussi forcenée, une publicité aussi intensive pour leur procès : le spectacle est sans commune mesure avec le « danger » réel d'un groupe, semble-t-il, assez isolé et d'audience relativement limitée.

L'exemplarité de ce procès, des lois d'exception promulguées à cette occasion, du traitement réservé aux prisonniers (isolement total, non-intervention pour sauver Holger Meins mort pendant sa grève de la faim...) n'est pas réellement destinée à prévenir les risques de contagion des idées et des actions de la Fraction Armée Rouge.

En fait, l'Etat allemand procède à la liquidation définitive des freins que l'histoire récente avait mise à l'exercice de sa toute puissance. Dans une Allemagne marquée par l'hitlérisme, la répression ne pouvait que se faire douceuse, l'Etat ne pouvait que se consolider lentement sous peine d'évoquer irrésistiblement un passé encore bien proche. Il fallait donc jouer le jeu démocratique le plus traditionnel, tabler sur le développement économique, s'ouvrir à l'Est et s'agenouiller au mémorial d'Auschwitz. Mais l'heure de l'expiation semble maintenant passée. La culpabilisation vis-à-vis de l'extérieur n'est plus de mise. Ayant reconstruit sa puissance économique et politique, l'Etat allemand doit se donner les moyens de son renforcement et affirmer sa force.

Il lui faut montrer non seulement à l'intérieur de ses frontières, mais aussi à l'extérieur qu'il ose frapper fort, qu'il peut se le permettre. Il affirme ainsi que son passé est liquidé, qu'il n'est plus un obstacle à sa domination. Il demande à être enfin reconnu comme un Etat à la panoplie duquel il ne manque plus une arme. Il se veut entièrement crédible et capable d'évoluer en égal dans le grand concert des nations policées.

La super production de Stuttgart est l'acte officiel de naissance de l'Etat allemand recouvrant sa pleine souveraineté. A ce titre, Baader et ses camarades deviennent les marionnettes et les victimes d'un spectacle sur le livret duquel ils n'ont aucune prise. Paradoxalement, en voulant détruire l'Etat allemand, ils ont fourni le prétexte à celui-ci de s'affirmer définitivement. Ils risquent de payer très cher cette erreur. Nous aussi, si nous ne trouvons pas le moyen de casser les fils qui les maintiennent prisonniers.

Serge

UN NOUVEAU QUOTIDIEN D'« EXTREME GAUCHE » : L'HUMANITE RUGE

« L'humanité rouge est désormais quotidien. Désormais, les travailleurs de France disposent d'une tribune jour après jour pour populariser leurs luttes et expliquer la ligne fondamentale idéologique et politique de leur organisation d'avant-garde. » Edito du premier mai.

Ouf! les travailleurs respirent; ils ont enfin leur organisation d'avant-garde, la seule, la vraie, la plus belle. Mais l'effet comique s'arrête là. Que dit en effet cette « ligne fondamentale, idéologique et politique ?

Dans le numéro du 8 mai, à propos de la grève à Usinor, les mots d'ordre justes sont :

- du travail pour tous,
- libertés démocratiques,
- RENFORCEMENT DE LA DEFENSE NATIONALE.

Non, vous ne rêvez pas, il s'agit bien de la défense nationale, de l'armée quoi, oui, l'armée française; d'ailleurs un peu plus loin, un article: « contre les manœuvres militaires françaises... chalutiers espions russes »; voilà que ces salauds de russes espionnent notre belle armée garante de notre *indépendance nationale*.

Voilà, on est prévenus; si se réédite le coup de 1914, on ne pourra pas dire que ces gens là seront subitement tombés dans le piège de l'union sacrée, ils y sont déjà et ils la préparent bien; il est vrai qu'une partie du prolétariat est encore prêt à défendre l'indépendance nationale les armes à la main, et HR veut être près du peuple...

Mais pourquoi ne consacrent-ils pas leurs colonnes à casser du nègre et du bougnoule, dans la mesure où un bon nombre de prolos sont racistes? Non, ce n'est pas possible car les pays du tiers monde sont des « amis de la Chine » (voir l'apologie de Boumédiène dans le même numéro); la politique internationale de la Chine a ses exigences; tant pis, ça sera pour une autre fois au prochain virage diplomatique...

Car le racisme, ils s'en foutent — c'est normal quand on est nationaliste et militariste —. On peut lire, toujours dans le même numéro à propos des expulsions d'émigrés dans un foyer du 13^e arrondissement: « si la bourgeoisie française veut réellement rapprocher la France du tiers monde, qu'elle commence par mettre fin à de telles pratiques »;

voilà, ce qui est répugnant dans ces pratiques, ce n'est pas le racisme, mais qu'elles nuisent à la politique tiers mondiste de notre belle France.

En bref, pour ces staliniens authentiques, ce qu'il faut, c'est lutter contre les deux grands blocs impérialistes (celui d'U.R.S.S. étant de loin le plus dangereux!) pour soutenir la politique éminemment révolutionnaire de la Chine. L'émancipation des travailleurs, on verra ensuite.

~~~~~

### REPRESSION EN BULGARIE

On parle beaucoup de la répression en Allemagne, en France, en Espagne, au Chili, etc. Mais peu dans les pays de capitalisme d'Etat. Pourtant une opposition existe... en Bulgarie.

Des nouvelles parvenues en décembre 74 informent sur la détention et l'internement de plusieurs camarades anarchistes: Alexandre Nakov (cheminot), Atanas Kucev (instituteur) et Lubomir Djermanov (technicien des mines), tous les trois de la ville de Pernik, centre métallurgique, ont été condamnés à cinq ans de prison ferme. Christo Kolev, après 11 ans de camp de concentration a été de nouveau interné après avoir participé à l'érection du Monument Mortuaire de Vasil Ikonov, guerillero anarchiste des années 20-25. (On sait que dans les pays de l'Est les « enterrements » sont l'occasion de rassemblement d'opposants.) Gantcho Damianov (comptable) et Atanas Artukov ont été internés. Ainsi que Sacho Guigov (sculpteur) qui est mort en septembre pendant son internement.

Internement signifie résidence forcée dans des villages et déplacements répétés.

Nouvelle adresse du Centre International de  
Recherche sur l'Anarchisme

C I R A

Boîte postale 51

CH-1211 Genève 13



# LIRE ou ne pas LIRE

## SURVEILLER ET PUNIR

Michel Foucault - Gallimard - 1975.

Pouvoir, répression, plus violents à l'heure actuelle que dans le passé ? C'est une question qu'on s'était posée au cours d'une discussion. Question qui revient à l'esprit à la lecture de « *Surveiller et Punir* ».

Avec le sous-titre de « *Naissance de la prison* », Foucault rétrécit un peu (au niveau de la couverture) la portée de son étude ; ce qu'il met en évidence, c'est la naissance de la société disciplinaire : nouvelles formes économiques, nouvelle idéologie, nouveaux modes de contrôle, nouvelles techniques de pouvoir. Et c'est dans ce contexte que s'inscrit la naissance de la prison.

Si l'on s'en tient à la simple description de la « punition », la répression semble évidemment plus violente sous l'ancien régime. Du supplice de Damiens (1757) — « tenaillé aux mamelles, bras, cuisses, et gras des jambes... et sur les endroits où il sera tenaillé, jeté du plomb fondu, de l'huile bouillante... » « Enfin, on l'écartela... et cela ne suffisant pas encore, on fut obligé pour démembrer les cuisses du malheureux, de lui couper les nerfs et de lui hacher les jointures... » (cité par Foucault p. 9) — on passe à des méthodes beaucoup plus douces comparées à la précédente. La punition ne doit plus laisser sa marque sur le corps mais sur l'âme ; « ranimer un intérêt utile et vertueux, dont le crime prouve combien il s'est affaibli. Le sentiment de respect pour la propriété — celle des richesses, mais aussi celle de l'honneur, de la liberté, de la vie — le malfaiteur l'a perdu quand il vole, calomnie, enlève ou tue. Il faut donc le lui réapprendre... on lui fera éprouver ce que c'est que perdre la libre disposition de ses biens,

de son honneur, de son temps et de son corps, pour qu'il la respecte à son tour chez les autres » (p. 109). Et lorsqu'on arrive à l'emprisonnement, la punition n'a plus grand chose à voir avec le supplice. « Tous les prisonniers se lèvent à la pointe du jour, de manière qu'après avoir fait leurs lits, s'être nettoyés, et lavés, et avoir vaqué à d'autres nécessités, ils commencent généralement leur travail au lever du soleil... » (Cité par Foucault p. 127)

Pouvoir moins violent ? Simplement pouvoir autre : c'est au XVIII<sup>e</sup> siècle la mise en place de tout un quadrillage social ; « quadrillage individualisant » où l'individu est pris dans une machinerie de surveillance :

— Quadrillage de l'espace : « A chaque individu sa place ; et en chaque emplacement un individu. Eviter les distributions par groupes ; décomposer les implantations collectives : analyser les pluralités confuses, massives ou fuyantes. L'espace disciplinaire tend à se diviser en autant de parcelles qu'il y a de corps ou d'éléments à répartir. Il faut annuler les effets des répartitions indévisibles, la dispartition incontrôlée des individus, leur circulation diffuse, leur coagulation inutilisable et dangereuse ; tactique d'antidésertion, d'antivagabondage, d'anti-agglomération. Il s'agit d'établir les présences et les absences, de savoir où et comment retrouver les individus, d'instaurer les communications utiles, d'interrompre les autres, de pouvoir à chaque instant surveiller la conduite de chacun, l'apprécier, la sanctionner, mesurer les qualités ou les mérites. Procédure donc pour connaître, pour maîtriser et pour utiliser » (p. 145). Ce sera l'organisation des espaces « à la fois architecturaux, fonctionnels et hiérarchiques » (les « cellules », les « places » et les « rangs ».)

— Quadrillage de l'activité : contrôle du temps. « C'est en quarts d'heure, en minutes, en secondes qu'on se met à compter » (p. 152). « 8 h. 45 entrée du moniteur, 8 h 52 appel du moniteur, 8 h 56 entrée des enfants et prière... » (cité par Foucault p. 152). Contrôle du corps pour « intensifier l'utilisation du temps ».

Toute cette organisation reposant sur la surveillance hiérarchique : l'œil du maître se divise, se multiplie, s'aide d'une architecture adéquate, « ce qui permet au pouvoir disciplinaire d'être à la fois indiscret, puisqu'il est partout et toujours en éveil), qu'il ne laisse en principe aucune zone d'ombre et qu'il contrôle sans cesse ceux-là mêmes qui sont chargés de contrôler ; et absolument « discret » car il fonctionne en permanence et pour une bonne part en silence... Grâce aux techniques de surveillance, la « physique » du pouvoir, la prise



sur le corps s'effectuent selon les lois de l'optique et de la mécanique, selon tout un jeu d'espaces, de lignes, d'écrans, de faisceaux, de degré, et sans recours, en principe au moins, à l'excès, à la force, à la violence. Pouvoir qui est d'autant moins corporel qu'il est plus savamment « physique » (p. 179).

Cette surveillance va permettre la normalisation en pénalisant tout ce qui manque à la règle, qui s'écarte de la norme.

Cet univers disciplinaire élaboré à l'âge classique « en des lieux précis et relativement fermés — caserne, collèges, grands ateliers — » (p. 210) va aboutir à l'extension progressive des dispositifs de discipline au long du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle, leur multiplication à travers tout le corps social, la formation de ce qu'on pourrait appeler en gros la société disciplinaire » (p. 211). Et, dans ce contexte, le nouvel instrument de la pénalité sera la prison, lieu spécifique de surveillance (« quoi d'étonnant si la prison ressemble aux usines, aux écoles, aux casernes, aux hopitaux qui tous ressemblent aux prisons » (p. 229), lieu de privation de liberté « dans une société où la liberté est un bien qui appartient à tous de la même façon » (p. 234), et de transformation technique des individus » (p. 235), mais aussi lieu de fabrication de « la délinquance ». Si « tout de suite la prison, dans sa réalité et ses effets visibles a été dénoncée comme le grand échec de la justice pénale » (p. 269), si dès le début, les divers projets de réforme n'ont réussi qu'à reconduire le même schéma (Fleury-Mérogis 1969 : même distribution d'ensemble que la Petite Roquette 1836), c'est que « la prison, en « échouant » apparemment, ne manque pas son but (p. 281) : « produire la délinquance, type spécifié, forme politiquement ou économiquement moins dangereuse — à la limite utilisable — d'illégalisme » (p. 282).

« On peut dire que la délinquance, solidifiée par un système pénal centré sur la prison, représente un détournement d'illégalisme pour les circuits de profit et de pouvoir illicites de la classe dominante » (p. 288). (Attention tout de même au piège de l'analyse « *La délinquance fait le jeu du pouvoir* » ! — c'est moi qui le dit.)

Nécessité aussi des délinquants pour justifier certains aspects de la société disciplinaire : « les présenter comme tout proches, partout présents et partout redoutables... le fait divers criminel, par sa redondance quotidienne, rend acceptable l'ensemble des contrôles judiciaires et policiers qui quadrillent la société » (p. 292).

Mais cette solidité de la prison est-elle inébranlable ? « On peut, au contraire, situer

les deux processus qui, dans la continuité même des processus qui l'ont fait fonctionner sont susceptibles de restreindre considérablement son usage et de transformer son fonctionnement interne. Et sans doute sont-ils déjà largement entamés. L'un, c'est celui qui diminue l'utilité... d'une délinquance aménagée comme un illégalisme spécifique, fermé et contrôlé ; ainsi avec la constitution à une échelle nationale ou internationale de grands illégalismes directement branchés sur les appareils politiques et économiques (illégalismes financiers, services de renseignements, trafic d'armes et de drogue, spéculations immobilières), il est évident que la main-d'œuvre un peu rustique et voyante de la délinquance se révèle inefficace... l'autre processus, c'est la croissance des réseaux disciplinaires... Or, à mesure que la médecine, la psychologie, l'éducation, l'assistance, le « travail social » prennent une part plus grande des pouvoirs de contrôle et de sanction, en retour, l'appareil pénal pourra se médicaliser, se psychologiser, se pédagogiser... Au milieu de tous ces dispositifs de normalisation qui se resserrent, la spécificité de la prison et son rôle de joint perdent de leur raison d'être. » (pp. 312-313).

Passage à l'humanité que le passage du supplice à l'univers carcéral ? Le carcéral s'étant étendu à tout le champ social, les prisons pourront-elles disparaître ? Il semble pourtant y avoir une reconversion des prisons. La prison, perdant sa fonction, ne deviendrait-elle pas simplement un lieu fermé de vengeance et d'élimination ? Entre la violence du supplice de Damiens et celle des « expériences » de privation sensorielle des prisons allemandes, il n'y a guère qu'une différence de civilisation (*Savoir-Pouvoir*).

Gudule.

## DE L'INSURRECTION A LA « TRAGÉDIE DE CRONSTADT »

*La tragédie de Cronstadt — Paul AVRICH*  
Le Seuil 1975

Comme le sage sur sa colline, l'historien « peut se permettre d'affirmer que sa sympathie va aux rebelles, tout en concédant que la répression bolchevique fut justifiée. Le reconnaître, c'est en vérité embrasser la tragédie de Cronstadt dans sa plénitude » (p. 14). Avrich affirme ainsi la réalité d'une science historique placée au-dessus de toutes contingences, ce qui lui permet de distiller sur ce sujet brûlant, une information impartiale. Rien n'est jamais, ni



tout à fait blanc, ni tout à fait noir et on peut comprendre et même justifier les agissements des bolcheviks. Tempérons donc notre enthousiasme pour les insurgés. Il y a toujours des ombres au tableau. La théâtralisation de cet épisode insurrectionnel qui tenta de résister à la formation d'un pouvoir d'Etat toujours plus puissant, témoigne d'une volonté de la fonder dans une glu impressionniste. Ne serait-ce que pour échapper au clivage manichéiste qu'Avrich reproche précisément aux populistes. Une question se pose à l'historien : pour échapper à la tentation de l'épopée, doit-il tempérer ces jugements (et ceci résume grossièrement la démarche d'Avrich) ou alors, la constitution d'un corpus historique qui ne sacrifie pas l'agencement matériel de ses éléments au projet idéologique, peut-il permettre de sortir de cette alternative : comment cela a-t-il fonctionné ?

Le pointage de l'antisémitisme des cronstadtien est un de ces éléments de contrepoint caractéristique de cette logique de clair-obscur que développe Avrich. « Le soir, un détachement bolchévique s'approche de Cronstadt par le sud, précédé d'un drapeau blanc. Deux membres du comité révolutionnaire provisoire, Verchinine et Koupolov, se portèrent à sa rencontre à cheval. Selon le témoignage d'un coursant membre du détachement, Vachinine, un matelot du Sébastopol, appela à l'action commune contre les oppresseurs juifs et communistes et à l'élection d'une véritable autorité révolutionnaire, c'est-à-dire de soviets libres » (p. 151) ; ou, « encore que, du même souffle, les rebelles se défendissent d'éprouver le moindre préjugé antisémite, il est indiscutable que l'hostilité aux juifs était forte parmi les matelots de la flotte de la Baltique, dont nombre étaient originaires d'Ukraine et des régions frontalières, berceau traditionnel de l'antisémitisme le plus virulent en Russie » (p. 171-172). La fragilité de ces affirmations on ne peut plus vague — le témoignage d'un coursant, déduction scientifique quant aux préjugés de classe de membres issus de la paysannerie — cède à une facilité de composition regrettable. Il est possible que des cronstadtien aient été antisémites comme certainement mysogyne. Est-ce à dire qu'un des rouages de l'insurrection, un des moteurs matériels concrets, visible, ait été l'antisémitisme ? Avrich ne nous donne pas les éléments pour affirmer cela. Les faiblesses de cette méthode historique sont d'autant plus graves qu'elles peuvent se faire le support d'intérêts politiques bien précis. Ces épisodes sanglants de la révolution russe, si soigneusement censurés (presque pendant 50 ans), totalement inconnus il y a 10 ans si ce n'est par quelques initiés, sortent

timidement de l'oubli depuis mai 68. A ce moment-là on trouve moyen de les enrober *subtilement* des préjugés de ceux qui, précisément, les ont réprimés. On retrouve en filigrane, dans l'œuvre d'Avrich, les préjugés bolchéviques à l'égard de la paysannerie et de sa potentialité révolutionnaire, ainsi qu'une espèce de jugement de valeur sur le caractère anarchopopuliste de la mentalité des rebelles.

« Les agitateurs rebelles (comme devait l'observer plus tard un journaliste qui les interrogeait) s'étaient forgé un langage, écrit et parlé, d'où étaient absents le jargon marxiste et les expressions d'allure étrangère. Evitant délibérément le terme « prolétariat », ils préféraient, en vrais populistes, se faire les avocats d'une société dans laquelle l'ensemble des travailleurs — paysans, ouvriers, intellectuels — tiendraient le haut du pavé. Ils avaient tendance à parler de la révolution « sociale » plutôt que « socialiste » car ils n'envisageaient pas la lutte des classes sous la forme étroite du conflit opposant les travailleurs de l'industrie à la bourgeoisie mais au sens *narodnik* traditionnel du combat des masses laborieuses dans leur ensemble contre ceux qui prospéraient sur leur misère et leur exploitation, politiciens et fonctionnaires aussi bien que propriétaires et capitalistes » (p. 166).

« Parmi les grands mythes, profondément enracinés dans la psychologie paysanne, celui de l'Etat centralisé, envisagé comme un corps étranger, artificiellement greffé sur la société russe, excroissance monstrueuse, pesant de tout son poids sur le peuple et responsable de ses souffrances. La haine populaire du gouvernement et de ses fonctionnaires s'enracinait profondément dans l'histoire russe remontant jusqu'aux révoltes cosaques et paysannes des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles » (p. 167).

Rappelons quelques précisions de Voline à propos du recrutement des marins de Cronstadt avant la révolution (*La révolution inconnue* - N.O.E. 1972, p. 175, tome 2) : « D'abord les marins se recrutaient nécessairement de tout temps, plutôt parmi les ouvriers. Et bien entendu on préférait pour les marins les plus qualifiés lettrés et « dégourdis ». »

D'autre part, visitant, en raison même de leur service, les pays étrangers, les marins se rendaient facilement compte de la différence entre les régimes relativement libres de ces pays et celui de la Russie tsariste : ils assimilaient mieux que n'importe quelle autre fraction du peuple ou de l'armée les idées et les programmes des partis politiques. »



Pourquoi cette indépendance d'esprit, ce sens de l'initiative qui caractérisèrent les marins de Cronstadt de 1905 à 1917 devraient-ils se muer en un obscurantisme paysan ? Certes, les populistes lorsqu'ils allaient au peuple à la fin du siècle s'accordaient pour dire que les classes rurales étaient restées à la dévotion du tsar idéal et qu'elles croyaient toujours à l'approche du jour où il devait chasser du pays tous les propriétaires du sol et distribuer leurs biens à ses fidèles paysans. Sans penser que cet état d'esprit passif ait disparu dans la paysannerie russe, pourquoi pratiquer un amalgame thématique qu'aucune donnée concrète n'autorise ?

« Tout le pouvoir aux soviets locaux »

est une lutte contre la centralité bolchévique. Quant à dire que c'est une resurgence de l'« utopie » populiste qui pensait la suppression du tsar comme le détonateur de la révolution, c'est penser l'histoire en terme de travestissement. La forme est différente, mais la substance semblable. Et même si certains anarchistes se sont plu à se trouver des ancêtres dans le populisme, il semble que le travail historique se situe à un autre niveau du « réel » que la simple recollection de discours. Rien ne nous donne dans cet ouvrage une idée de l'organisation concrète de lutte sinon de résistance tant au plan stratégique que proprement quotidien.

Gilberte.

# DEBAT

## « ELECTION... PERTURBATION » et « A PROPOS DES ELECTIONS »

Perturbations et plus encore confusion, au point que les réponses apportées par ces articles ne semblent pas d'une aveuglante clarté.

Pourtant une fois admise une position de base anti-Etat et anti-délégation, on ne peut considérer le RESULTAT d'une élection que comme purement anecdotique.

Ce qui est important. c'est la situation électorale. Elle s'impose à nous comme la pluie, nous pouvons l'ignorer ou tenter d'en tirer parti mais non la nier.

Le premier débat devrait donc porter sur ce point : le phénomène est-il, oui ou non, exploitable. On peut estimer que non. Parce que les élections sont, en effet, une formidable machine de dépolitisation. Parce que ce serait entrer dans le système ou encore par crainte des confusions voire des compromissions. Il faut cependant reconnaître que pendant la campagne, le public dans son ensemble est sensibilisé aux questions politiques, que l'ensemble du personnel politique est contraint de monter en ligne augmentant ainsi sa vulnérabilité. Enfin il est indiscutable que ce peut être l'occasion d'un certain « détournement des mass-media du

capital ». Contester cela en citant Krivine c'est condamner *La Lanterne Noire* en citant *Minute*.

Il semble donc qu'il soit possible de tirer autre chose des élections que notre perturbation. Le problème qui se pose alors, notre attitude envers tel ou tel candidat est d'ordre purement tactique. Peu nous chaut que notre action risque de favoriser dans l'immédiat la « droite » ou la « gauche », le résultat électoral importe peu. La question est de choisir une attitude qui favorise notre travail réel, c'est-à-dire la diffusion de nos idées.

Ce travail de diffusion a malheureusement tendance à se faire en circuit quasi fermé. On parle toujours de « démasquer », « démystifier », ce qui implique en fait comme cible les militants et sympathisants des autres groupes et organisations, peut-être 5 % de la population. Celle-ci est beaucoup plus aliénée que mystifiée. Notons au passage que cette attitude est parfaitement logique chez certains. Pour eux il faut « animer les masses » et surtout pas de masses animées.

Cette tendance n'épargne pas les libertaires, il semble que Gilberte, par exemple, se passionne pour les déclarations de Cohn-Bendit. Krivine, Seguy, voire Levy Leblond, alors qu'il vaudrait sans doute mieux penser aux moyens de semer le doute et la réflexion dans l'esprit de gens qui ont surtout entendu parler de Poulidor. Le plus ironique c'est que si on peut en quelques mois fabriquer un honnête stalinien à partir d'un Dupont courant, quinze années ne seront pas de trop pour le ramener à une pensée plus saine.



Dans ces conditions on ne voit pas trop d'intérêt à attaquer systématiquement la « gauche » surtout qu'elle n'est pas au pouvoir. Et ce d'autant plus que :

- Il est généralement plus facile de « faire passer » un thème positif.
- Il faut parler aux gens de ce qui les touche, il n'est pas évident que même la masse des électeurs communistes se passionnent pour Marchais.
- Toute attaque entraîne riposte. Est-il vraiment efficace de polémiquer à long terme d'années avec les mêmes ennemis ?

En guise de conclusion, ne serait-il pas raisonnable de penser d'abord au contenu de notre message, ensuite de nous préoccuper de ses destinataires afin de définir forme et moyens plutôt que de nous amener à tenter d'établir un classement par ordre de nocivité croissante entre les différentes sous-espèces d'autoritaires ?



## LA DIVISION DU TRAVAIL

Ça commence bien. Je trouvais déjà que la question de comment passer à une autre société suffisait amplement à charmer mes loisirs. Je croyais qu'une telle société rendrait anachroniques certaines questions, en particulier la fameuse division du travail.

Et alors on tombe sur *La Lanterne Noire*, premier numéro ; passé les présentations d'usage quel est leur premier thème de discussion ? Mais oui la DIVISION.

Pourtant moi je n'y voyais pas un si gros problème. D'accord sans doute parce que j'ai une vision simpliste, sinon simplette des choses. Le mieux serait peut-être que je vous fasse mon petit tour de piste sur le sujet, vous direz alors où je déraile.

*Division technique, Division sociale.*

Division technique ça correspondrait à une répartition des tâches et sociale, à une répartition hiérarchisée des individus en fonction de leurs tâches. Plutôt que « division sociale du travail » on pourrait dire « division sociale par le type de travail ».

Histoire de ne pas se compliquer la vie, admettons pour commencer la division technique. On aura le temps de s'occuper d'elle ensuite.

Pourquoi une hiérarchie des tâches ?

Un système capitaliste dénie en fait toute valeur au travail, seul le capital doit entrer en compte. C'est pourquoi les salaires seront essentiellement fixés en fonction de la valeur commerciale des biens produits et non en rapport avec les caractéristiques du travail.

L'évolution technique masque quelque peu cette réalité. Mais il est facile de réaliser que la parcellisation de la production en tâches élémentaires n'a pas apporté grand changement. Tout au plus peut-on se demander si l'O.S. accomplissant une opération unique dans l'élaboration d'un produit complexe n'est pas devenu prestataire de service plutôt que producteur.

Un autre facteur de hiérarchisation sera, dans une économie non-esclavagiste, la loi de l'offre et de la demande. La classe possédante s'y soumettra avec d'autant plus d'enthousiasme qu'elle y trouve sources de contradictions entre les travailleurs et moyens d'une politique de collaboration de classes.

C'est également l'occasion de créer un « domaine réservé » de « tâches-clefs ». De là le système de formation académique. Il n'y a aucune raison de séparer totalement le processus de formation de celui de production sociale. Le système des écoles et universités n'a d'autre but que de rendre l'accès à certaines connaissances quasi-impossible aux individus n'appartenant pas aux classes possédantes.

La division sociale n'est pas le fruit de la division technique, elle en a tiré profit tout simplement.

On ne voit pas dès lors ce qui pourrait favoriser une renaissance de la division sociale du travail dans une société non-hiérarchisée. Seule pourrait se poser la question des travaux aux caractéristiques propres spécialement pénibles. Ce serait l'occasion de regarder d'un peu plus près la notion de division technique et de rotation.

Pourquoi une division technique ?

« Car tout le monde ne peut pas TOUT connaître » ? Ne serait-il pas plus exact de dire que :

- Il n'est rien qui ne puisse être appris.
- Personne ne bénéficie d'une compétence universelle.

En d'autres termes on ne peut esquiver une certaine division technique du travail mais « compétence » et « spécialité » ne sont pas fatalement réservées à une minorité de sujets particulièrement doués.

De même la division manuels-intellectuels n'est que la conséquence de la division sociale du travail. Un manuel n'est somme toute pas autre chose qu'un intellectuel qui s'est vu interdire toute possibilité réelle de déve-



loppement. On pourrait les comparer aux chinoises aux pieds bandés, sans cette intervention elles auraient pu courir le « mille » avec des chances égales.

Tant que nous en sommes aux chinois, il faut noter que leur système de travail manuel obligatoire, de retour à la base et d'études passant par l'usine n'est pas sans intérêt. Il y a là une ébauche de rotation mais avec un caractère totalitaire non négligeable.

Maintenant, dans une société non-hiérarchisée, ne serions-nous pas en présence d'une population composée uniquement de soi-disant intellectuels ? Faut-il vraiment, dans un tel cadre, concevoir des systèmes plus ou moins contraignants de rotation ?

Tout le monde ne serait pas qualifié pour remplir chaque tâche, mais pour chaque fonction il y aurait un grand nombre de compétences disponibles. Chacun pourrait accomplir sa part sociale, soit au niveau de sa plus haute technicité, soit à un quelconque poste « inférieur » au gré des besoins et de ses désirs.

Faut-il vraiment croire que dans des communautés auto-gérées il serait indispensable pour obtenir un bon équilibre de mettre en place des systèmes compliqués ? Quels privilèges pourrait-on rechercher ? D'autant plus que la variété dans le travail est hautement appréciable et que même un intellectuel a besoin d'activité physique. Sinon comment expliquer que des gens dépensent un argent somme toute pas si facilement gagné dans des « fitness-clubs » et autres gymnases ?

Il reste bien entendu des tâches particulièrement rebutantes ou dangereuses ; il n'est toutefois pas déraisonnable d'espérer qu'une « technologie libératrice » les prenne en charge. Mais de toute façon, on ne voit pas pourquoi une communauté libre ne pourrait arriver à les répartir heureusement. Que des individus tentent de s'arroger des privilèges dans une société oppressive, c'est normal. Il est douteux que l'on retrouve cette tendance dans des sociétés où le but de l'opération ne pourrait dépasser la dérobade devant une corvée limitée dans le temps.

Il est amusant de noter que le système capitaliste a, lui, pris conscience de la possibilité pratique de l'autogestion. Les expériences de Volvo dans l'industrie ne sont rien d'autre qu'une tentative de récupération. De même les thèses de Townsend se résument à la découverte de l'inutilité de la hiérarchie tant salariale qu'autoritaire, la question qu'il n'a pu résoudre c'est comment appliquer cette « découverte » à l'échelon limité d'un atelier sans mettre en danger le système hiérarchique social... sur ce point on lui souhaite bien du plaisir.

Et voilà, comme ça c'est facile. La division sociale n'est pas conséquence obligatoire de la division technique mais bien le fruit monstrueux des amours de la hiérarchie avec l'échelle des salaires.

Et conclusion bien plaisante, trop peut-être, Je me fous dedans quelque part ? Expliquez, je vous prie, cela ne peut que faire du bien.

*Des réflexions nous ont été  
envoyées par un camarade de Paris*

## COURRIER

✦ « Je t'envoie quelques réflexions sur le dernier numéro de *La Lanterne Noire*, probablement plus parce que je vous connais que pour le canard lui-même. Disons tout d'abord que pour mes besoins, je le trouve trop théorique. Non pas que je refuse la théorisation, mais je ne la désire pas si abstraite. L'étiquette même « anarchiste », je la trouve non seulement inutile, cloisonnante, mais surtout mystificatrice, trop vieille, trop insignifiante. En tous cas ce genre de langage, de mot, n'a plus de sens pour moi ni autour de moi. Ne s'agit-il que de mot ? Ou bien le drapeau auquel s'accrochent des gens qui perdent pied, qui ont peur d'imaginer, d'innover, de débusquer encore un peu les rouages, la récupération... et cela à travers

leurs luttes collectives, ou leur démarche individuelle ? Enfin, je ne sais pas si c'est important.

Bien sûr ma critique implique la question de ma participation à ce que vous écrivez. Mais j'ai du mal à participer à un truc dont je ne connais pas la vie des gens en question. Il s'agirait alors d'une coopération théorique. (...) Ce qui m'a apporté c'est le débat sur la littérature sur Lip. Je trouve que vous mettez le doigt là où c'est nécessaire, mais je trouve que c'est con de trop s'étendre. Je comprends que pour vous discuter des positions de *Négation*, du *Mouvement Communiste*, d'*Utopie*, etc, ça peut être important, mais je n'ai plus envie de ce genre de débats. C'est donner trop d'importance aux théoriciens qui effectivement se sentent (et font sentir aux autres) au-dessus de la mêlée, en dehors des contradictions. (...)

Un débat par contre sur la violence et sur la lutte armée, ça me semble concret et opportun, mais sans prendre pour base ou pré-



textes les actions des GARI ou autres groupes organisés, clandestinisés, et parfois professionnalisés. De plus en plus de copains et de gens se posent ce problème. Mais tout cela est très éclaté, très dispersé, c'est normal et d'autant plus intéressant. En tout cas je n'ai pas envie d'un « débat » mystificateur de la « violence » (elle est partout, quotidienne) et de la « contre-violence », celle des héros, des vedettes, des types qui se donnent les moyens de leurs exigences et qui sont récupérés par le spectacle, les jérémiades sans fin sur « l'armée de guerre civile ». Les institutions étatiques (« droite » ou « gauche ») sont bien là pour réprimer quotidiennement le mouvement révolutionnaire qui se radicalise et s'élargit, mais la violence bourgeoise est omniprésente, y compris parmi nous, en nous. Les schémas simplistes, « classe contre classe », les « bons » contre les « méchants » ne sont pas les vraies bases de discussions, et surtout d'action.

(...) Il y a actuellement 4 ou 5 grèves à Toulouse, plus celle de Berge's, à 40 km au sud, mais peu de liens. On se bat pour le salaire, l'emploi. Et à la CIL, c'est tellement dur et limité que la principale revendication, concernant une centaine de temporaires a été abandonnée. Pourtant les gens commencent à se poser des questions au-delà de la revendication salariale ou de la peur fantastique de perdre l'emploi. A une réunion la semaine dernière où il y avait des mecs de Badin, CIL et SNIAS, surtout de la CFDT, on est resté nombreux à discuter du travail salarié en tant qu'activité essentielle, centrale, du capitalisme. Chacun en est venu à avouer la connerie de la production en tant qu'acte entièrement imposé par le profit, et de la vie quotidienne dans son ensemble. Il paraît qu'à la SNIAS, de plus en plus de mecs commencent à se sentir mal à l'aise face aux syndicats, qui demandent aux mecs de crier « sauvons Concorde », en sous-entendant en plus, les Mirages, et toutes leurs conneries derrière ! La CGT surtout, c'est vraiment une organisation capitaliste, régulatrice, encore plus dangereuse que d'autres institutions. Mais attaquer les syndicats, c'est très difficile, même quand on a travaillé dans une boîte.

Ca me rappelle un arrêt de travail sans motif que l'on avait fait au dépôt Epargne à Toulouse, en 72, pendant une heure et demie, à 30 mecs. Contremaîtres, direction, puis syndicats sont venus nous implorer de reprendre les charriots. C'était vraiment spontané et sympa, cet arrêt, pour souffler, discuter, fumer... et ça se passait dans l'endroit de la pause de 10 heures : les chiottes ! »

Un camarade de Toulouse.

✦ Je suis assez d'accord avec le contenu de votre texte « nos points communs » bien que je doute de son utilité ; les plates formes poli-

tiques n'intéressent pas les lecteurs qui ne sont pas habitués à la vie des petits groupes politiques. Quant à son utilité pour la constitution d'un groupe publiant une revue, elle est plus que douteuse. Comme vous le dites il est illusoire de croire qu'un groupe puisse transformer, dans la société actuelle, ses relations internes ; il subit les mêmes merdes, luttes pour le pouvoir, etc... que dans n'importe quel autre regroupement et la plate-forme risque seulement de masquer ces merdes qui n'ont rien de particulier sous prétexte qu'elles affectent un groupe politique ; elle risque seulement d'en fixer les règles. D'un côté il y aura les « anarchistes » de l'autre ceux qui refusent de se dire anarchistes, etc... (sans vous offenser à la lecture de votre premier numéro on avait l'impression que vous preniez bien soin de mettre en place les oppositions destinées (?) à animer le groupe.)

La logique de groupe est obligée de jouer dès qu'on se met à plusieurs pour faire une revue, mais ça ne sert à rien de la masquer par les « plate-formes politiques ». Peut-être que la solution se trouve, contrairement à ce que vous dites, dans une certaine défense de l'individualisme, dans le refus de constituer un groupe politique. Des relations affinitaires sont déjà assez compliquées comme ça sans qu'on essaie de les régler par le jeu de la discussion politique, jeu qui n'explicite en rien la réalité de ces relations affinitaires (ce qui permettra toujours à une fraction du groupe de choisir pour étendard dans les joutes de réunion de décalage, comme le fait « Claude » dans son texte du numéro 2).

Que des individus se trouvent d'accord pour faire une revue c'est déjà pas mal ; on peut espérer qu'ils pourront s'y exprimer « individuellement » tout en développant, au fil des numéros et des articles, une manière de voir les choses assez commune, sans pour autant pondre, à plusieurs, en une page et demie et en préalable, ce qu'ils veulent dire par la suite. Si leur point de vue individuel, c'est-à-dire produit par leur vie individuelle, propre à chacun, et non par la serre chaude et folle du groupe, ne correspondent pas, ils se sépareront, la revue crèvera ; mais de toute façon la plate-forme de départ ne l'empêchera pas de crever au contraire, puisqu'aux divergences individuelles elle ajoute la lutte pour le pouvoir, pour l'amour dans le groupe, la lutte pour le droit à formuler la « plateforme » juste.

A moins, bien sûr, que la revue ne soit le prétexte au jeu subtil et excitant de la vie en groupe politique. Dans ce cas il faut bien en respecter les règles...

Si je vous dis tout ça, c'est bien sûr parce que je suis à 500 km et que je ne vous connais pas.



Contrairement à ce que dit Claude dans le numéro 2, je pense que vous avez tout à fait raison de poser, comme le mouvement anarchiste l'a toujours fait, (c'est pour ça qu'on l'appelle anarchiste), l'importance de la question de l'Etat et de la nécessité d'une lutte anti-étatiste pour réussir à transformer l'ordre existant. C'est effectivement extrêmement dommage qu'en disant cela on ait l'air d'être des nostalgiques d'un courant d'idée qui a déperissé et des utilisateurs de notions éculées, mais on n'y peut rien, les mots ne sont pas si nombreux que ça et on ne peut pas les transformer comme on veut pour paraître nouveau. Le problème est de savoir s'il est vrai que les notions d'Etat, de pouvoir politique, d'autorité, etc., permettent de comprendre (ce ne sont pas les seuls) les mécanismes de l'oppression de classes qui règne depuis si longtemps dans l'ensemble des sociétés et dont nous subissons les effets dans notre vie, à une place individuelle limitée il est vrai, mais c'est pour ça que j'en parle (entre autres choses).

Pour moi l'importance de ces notions ne fait pas de doute, non parce que j'ai lu les grands auteurs anarchistes, je ne les ai lu que très peu, mais parce que depuis 60 ans des événements sociaux se sont produits (fascisme, socialisme russe et chinois, luttes de libération nationales...) qui ne peuvent pas, à mon avis, s'expliquer sans utiliser principalement ces notions; et parce que la masse de documentation historique dont nous disposons actuellement, fait apparaître clairement l'importance du politique dans l'organisation des sociétés de classes, et en particulier l'importance de cette forme particulière d'oppression sociale que constitue l'Etat.

Que les grands penseurs anarchistes l'aient déjà compris, sans disposer des matériaux permettant une élaboration théorique plus poussée, c'est tout à leur honneur; qu'ils datent, c'est certain, mais je ne vois pas en quoi ça doit nous empêcher de développer les mêmes idées, si elles sont justes, en essayant d'élaborer davantage leur implications théoriques. Ce qui me semble possible.

Reste la qualification d'anarchiste. C'est une notion chargée de valeur et d'affectivité, liée à un mouvement historique qui est derrière nous, et c'est vrai que ça joue (pour la refuser ou l'accepter), mais dans la mesure où elle définit très bien la volonté de critiquer le rôle du pouvoir politique et de l'Etat dans le fonctionnement des sociétés de classes et d'oppression, je ne vois pas pourquoi je la refuserai, à condition qu'elle se mette à désigner une véritable critique, une critique actuelle, et non la répétition monotone et religieuse d'un passé qui est mort.

Sur ces bonnes paroles, bien amicalement.

D. C. (Inf. Ras. à Lyon)

♦ Un mot au passage sur le choix du titre. Je crois que votre choix est judicieux; la référence à un « isme » ne me semble pas inutile dans le cas d'une revue s'adressant à des lecteurs déjà sensibilisés politiquement. Elle économise pas mal de répétitions et fait l'économie de certaines incompréhensions. En gros cela revient à un « on suppose connu ».

Le risque de « cacher », bloquer... en bon français de heurter n'existe que quand on s'adresse à la masse des lecteurs qui ne sont guère intéressés par la politique et dont le bagage dans ce domaine est surtout riche de clichés réactionnaires.

Pour prendre un exemple vécu, le stalinien que j'étais encore il y a quelques années aurait sans le moindre doute été « bloqué » par votre titre. Il y avait d'abord un travail de rééducation à faire. « Charlie-hebdo » s'en est chargé en douceur. Maintenant, j'ai besoin de quelque chose de plus. La *Lanterne* tombe très bien.

*Un camarade  
de Paris*

♦ ... Pourquoi ne faite-vous pas une mise au point sur ORA, OCI, CERCA, etc. Est-ce que, parce que vous n'en parlez pas, ces gens-là, n'existent pas? Il serait intéressant de voir les *subtiles* différences, sinon quoi? l'esprit de secte?

Y. B.

#### Réponse

Quelle mise au point pouvons-nous faire sur ORA, OCL, CERCA, etc...? Nous l'avons dit dans notre présentation, nous avons fait cette revue parce que nous ne nous reconnaissons complètement dans aucun groupe révolutionnaire; c'est-à-dire que nous avons bien entendu des divergences. Certaines, nous les connaissons bien, d'autres moins, question de sensibilité, de manière d'aborder les problèmes peut-être.

Est-il besoin de consacrer un numéro spécial à ces divergences? Ces gens-là existent, nous le savons, nous les reconnaissons, et nous les rencontrerons un jour (si ce n'est déjà fait). Nos divergences avec eux apparaîtront au lecteur par les positions que nous prendrons sur différents problèmes. Bien entendu, s'il le faut, nous tenterons de nous situer plus précisément par rapport à l'histoire du mouvement libertaire.

En outre, et ceci est fondamental, nous ne sommes pas de ces groupes dits « radicaux », qui pensent que l'ennemi principal est son voisin le plus proche (car représentant le modernisme, la forme la plus avancée et la plus insidieuse du capital... et autres sornettes).



C'est la bourgeoisie et l'organisation de notre société que nous voulons attaquer, et non des petits groupes qui, comme nous-mêmes, tentent ou croient tenter de l'abattre.

La polémique ne nous intéresse donc que sur des points précis quand elle peut concerner des gens engagés dans une action précise.

Nous pensons au contraire que ce sont ceux qui ont un esprit de secte qui consacrent le plus clair de leur temps à critiquer le petit groupe voisin.

L. N.

♦ Sur la lanterne (tous des aristocrates à la lanterne...)

Dans l'ensemble tous les textes se lisent — et en gros je suis d'accord. Sur le détail, évidemment, j'aurais des tas de petits trucs à dire. Je me limiterai.

Sur les fedayins : pour être plus dur encore, et plus efficace, il faudrait bien voir que la limite entre « la fausse » violence révolutionnaire et « la vraie » n'est pas toujours nette. Exemple : « Qui sont ces terroristes internationaux ? » (Italiens, comme Goliardo Fiaschi, récemment libéré d'Espagne ; écossais, comme Stuart Christie espagnols, français, qui sait, juifs allemands) ? « le plus souvent des intellectuels, soit des gens qui le sont devenus grâce aux privilèges du militantisme international, etc. . . »

Pendant qu'on y est, allons même un peu plus loin (*Libé* va pâler de dépit en me voyant dresser si haut le drapeau de l'anti-terrorisme). Autant l'ascension de Carrero Blanco (l'irrésistible ascension, cette fois-ci) me paraît avoir un caractère *clairement* et *immédiatement* révolutionnaire, et être un encouragement à la lutte, autant les voitures piégées devant Ibéria (hors d'Espagne, en plus !), etc. . . me paraissent très « palestiniennes » : un type, ou une fille, ou les deux, rentrent tard le soir, ils passent devant Ibéria, ou *Minute*, ou n'importe quoi — une voiture saute — Adieu — Le lendemain tous les braves gens, nos frères sans courage, se disent : c'est nous qui trinquons. Les journaux se régalaient.

Ce terrorisme-là, qui terrorise-t-il ? Ibéria ou le prolo du coin ? Etre efficace c'est être sûr (autant qu'on peut l'être) de frapper un ennemi, et montrer aux autres que la lutte paye. Il me semble que certains soutiens au GARI ne l'ont pas très bien compris. Et le silence de la presse anar là-dessus, son manque de clairvoyance (qui a favorisé et qui favorisera tous les attentats-bidons par des dingues de bonne foi ou par des CDR locaux) me gêne un peu — même beaucoup.

Suffit-il de se dire anarchiste pour qu'un acte de violence soit de la *vraie violence révolution-*

*naire* ? Que MARTIN ne prenne pas ça pour une critique à lui. — Je saisis l'occasion, à partir de son article, parce qu'effectivement il pose le problème. Et je crois qu'il faudrait prendre position assez vite là-dessus — et *souvent*. Quand les conneries seront arrivées, il sera un peu tard pour le faire. La « stratégie de la terreur » a trouvé de vilains fascistes pour la mettre en œuvre — elle a aussi trouvé des imbéciles anarchistes pour leur servir de « zone d'ombre » au début, par leurs cris, leurs bravades inutiles (cf. la devise de jeunesse de P. Valpreda), leurs petits pétards idiots et leur manque de positions claires et explicites (sans compter notre bonne vieille tradition « illégaliste »).

Vive Bonnot, c'était un crétin mais ça ne fait rien il a fourni une parole intense dans un discours refoulé (cf. article justement cité par MARTIN). Refoulé, il serait temps de comprendre que nous le sommes tous plus ou moins, et qu'il est impossible de ne pas l'être (au moins actuellement) alors qu'est-ce qu'on fait avec cette part de refoulement irréductible ? On applaudit sans oser (Ah, pacifiques apologistes de la terreur palestinienne), ou on essaye vraiment de se battre efficacement. Mais il faut plus de courage et de risques individuels pour enlever Suarez que pour plastiquer une voiture devant une vitrine. Plus de risques individuels, mais dix fois moins de risques collectifs, pour la révolution.

Refoulement du désir ? Puisqu'on jargonne psychiatrie entre nous, si on parlait un peu de régression ? Et de tous ceux d'entre nous qui risquent un jour d'être tentés de raconter leur vie, et pas seulement au psychiatre — Désir de se justifier, même chez un révolutionnaire en règle avec Papa, avec la société, avec le « carcan matelassé de la légitimité ».

Bon — A propos, j'ai rencontré un gars qui m'a dit qu'il avait vu une Porsche blanche (enfin, il est pas sûr, c'était peut-être une Volkswagen) stationnée à 20 m de chez vous. Et moi-même, à Avignon, au début du mois d'août, ça se pourrait que j'ai vu passer des Belges avec des barbes. Ça m'inquiète, avec ces types du groupe Paladin, rompus (j'adore ça !) à tous les types de provocation — Vous croyez pas qu'on devrait en parler à *Libé* ?

P.S. - Eclairiez votre lanterne, les gars ! Quand on reproduit les articles, il faut éviter de reproduire les bêtises. Ex. : article sur Marini. Le juriste Rocca a, il est vrai, préparé les lois sur les syndicats. *Mais* le Code Rocca, c'est tout simplement le vieux code de Procédure Pénale datant de Mussolini, et préparé d'ailleurs par le même salaud. Quant à « ici à Saint-Paul », ça doit pas être très clair pour des gens qui sont pas lyonnais.

J. P., Lyon



Il manque en effet en Italie, une revue théorique de critique anarchiste. Par exemple, une revue comme *Noir et Rouge*, qui aurait approfondi et élaboré la théorie anarchiste en la vidant de son aspect moral (anarchisme comme système de valeur) en s'opposant en même temps à une conception « efficiente », néoarchinoviste, n'a jamais existé. En Italie, hélas, le refus de tendances humanitaristes et de collaboration de classes entraîne des positions néo-archinovistes qui, d'un côté, réintroduisent le concept de lutte de classe, mais de l'autre, réduisent l'anarchisme à un sousproduit léniniste (dictature du prolétariat, phases de transition...); dans cette situation, *La Lanterne Noire* peut être utile...

L. TRENTE - Italie.

## INCULPE

Notre camarade Gilbert Roth doit comparaître le 4 juillet prochain à 14 h. devant la 6ème chambre correctionnelle de Pontoise.

Il avait été arrêté le 11 décembre 1972, sous l'inculpation d'avoir participé, la veille, au cambriolage d'une étude de notaire à Montmorency. Contre lui, le fait que, chauffeur de taxi, il avait déposé son dernier client dans cette ville : c'est tout.

Avec lui était arrêté Joël Chapelle, insoumis, qui a depuis eu un non-lieu pour cette affaire. Libéré au bout de six mois, après qu'une pétition en sa faveur ait été signée par de nombreuses personnalités, Gilbert Roth n'avait plus rien entendu de l'instruction, qui semblait au point mort.

Depuis, il s'est occupé de la librairie « Le Jargon Libre », à Paris : il a ainsi eu droit à une attention de la police à l'occasion des perquisitions qui ont eu lieu dans les milieux libertaires parisiens en janvier dernier, à la suite des actions de soutien aux grévistes de la faim du GARI.

Ceci explique-t-il la brusque résurrection de son « affaire » ?

## LIAISONS

Après une première réunion avec des camarades de « L'Anarcho » à Poitiers, au cours de laquelle nous avons procédé à divers échanges de vues, une seconde réunion au même endroit, le 8 juin a porté sur les problèmes de l'écologie, de la technique, et de leur rapport avec la lutte de classe.

Entre temps, à Strasbourg, les 18-19 mai, des camarades de « Dissidence », de « Informations Rassemblées à Lyon » et de « La lanterne noire » se sont rencontrés. Il est apparu que bien que les projets de chaque publication ne soient pas identiques, et même parfois divergents, il était quand même possible et souhaitable de maintenir des contacts, en particulier en matière d'échange et de discussion d'articles. En outre, il a été décidé de « faire circuler » l'information internationale qui nous manque généralement, chaque groupe se chargeant d'un ou deux pays en fonction des possibilités d'information et de traduction.

Le principe d'autres rencontres a été retenu. La proposition des camarades de « L'Anarcho » et de « La lanterne noire » est : la première semaine d'octobre à Paris. Un thème a été proposé : le problème de l'emploi, le chômage, le travail.

Il est en outre souhaité par tous que des échanges de vues puissent avoir lieu cet été au Camping Libertaire.

## MARINI

Marini, vous savez, le « type de Salerne » (Lanterne Noire n° 1), a été condamné à neuf années de prison. Bien qu'en recul par rapport au précédent jugement (12 ans sur les 18 demandés par le procureur Zarra), cette sentence ne tient aucun compte de l'agression des fascistes contre nos camarades ; l'Etat démocratique et libéral a besoin de s'autojustifier par la répression comme en Allemagne avec le procès de Baader et de ses camarades ; le fascisme n'est pas très loin !

La campagne pour la libération de Marini doit se poursuivre avec force.



# REVUES ET JOURNAUX

Deux nouvelles revues sont venues récemment élargir le panorama du mouvement anarchiste en France :

1. *Dissidence* : Cahiers Théoriques Anarchistes. N° 1, décembre 1974. 1, rue des Vaux, 67000 Strasbourg.

... « nous sommes harassés du négativisme systématique, du dénigrement incessant, de la méfiance généralisée et de la mauvaise conscience. Ras-le-bol... du nihilisme gauchiste. Ceci est posé d'emblée pour indiquer le parti pris et le ton de la revue. *Dissidence* est une revue d'affirmation anarchiste. (...) Alors pourquoi mettre en avant la dissidence, attitude négative ? Parce qu'il nous paraît important et urgent d'éclairer le positif de tout ce qui est réellement dissident. La dissidence n'est pas refus dans son mouvement premier. On se trouve — on se découvre — un beau jour en dissidence, pour avoir suivi sa propre vie, pour avoir mis ses forces et son plaisir dans d'autres valeurs que celles qui dominent, pour avoir essayé de vivre un peu. »

2. *Interrogations*. Revue internationale de recherche anarchiste. N° 3, juin 1975. Administration et versements : Georges Yvernel. 32 passage du Désir, 75010 Paris.

Trimestrielle. La publication contient des articles en quatre langues. Dans sa présentation *Interrogations* dit : « Définir ce que la revue entend comme tâche propre revient donc à énumérer ce qui manque en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle à la pensée libertaire, ce qui fait cruellement défaut à ses militants engagés dans la mêlée sociale.

Il s'agit d'un douloureux effort de lucidité. Effort qui doit porter au premier lieu sur la vérification et le prolongement des thèses anarchistes sur le rôle de l'Etat et sur la formation d'une classe dirigeante nouvelle, les deux phénomènes étant étroitement associés. Cette mise à jour ne peut se concevoir sans des études parallèles portant sur les mutations sociétales, la diversification des classes salariées, l'évolution des pouvoirs d'argent et de fonction ».

Nous avons reçu entre autres :

## *Informations Rassemblées à Lyon*

J.-J. Gay, 8, rue Lanterne, Lyon (1er). N° 6, mars - avril - mai.

## *L'Anarcho*

Bulletin mensuel. — N° 147, mai  
Jean Gouin, 53, rue V.-Basch, 24000 Périgueux  
CCP 108367 Limoges.

## *Le Module Enragé*

Journal du personnel de Paris VII. (En vente sur place.)

## *Solidarité Ouvrière*

Organe de l'Alliance Syndicaliste (Courant syndicaliste révolutionnaire et anarchosyndicaliste d'expression française)  
Mensuel. V<sup>e</sup> année, N° 49, mai 1975  
Claudine Toublet, CCP 7297-72 Paris.

## *Poing Noir*

Mensuel. Edité par le GAEL  
33, rue des Vignoles, Paris 20.

## *Confrontation Anarchiste*. N° 26

Jargon Libre, 6, rue de la Reine Blanche, Paris 13. Pour la coordination des groupes autonomes.

## *Guerre de Classe*

Organe de l'organisation communiste libertaire. B.P. 20, 37005 Tours.

## *Front libertaire*

des luttes de classes. Mensuel  
Edité par l'Organisation Révolutionnaire Anarchiste, 33, rue des Vignoles. 75020 Paris.

## *Union Ouvrière*

pour l'abolition de l'esclavage salarié !  
B.P. 26, 33034 Bordeaux, Cédex.

## *Le Révolté*

Organe mensuel du Groupe Libertaire Bakouline de la Fédération Anarchiste.

## *Le Résistant à la Guerre*

Bulletin de la section suisse de l'Internationale des résistants à la guerre. Paraît quatre fois par an. AZ, 8021 Zürich.

## *CIRA*

Bulletin du Centre International de Recherches sur l'Anarchisme. N° 29. Paraît deux fois par an. B.P. 51 CH - 1211 Genève 13.



## Anarchismo

Casella postale 61, 95 100 Catania. — Deux numéros sont déjà parus de cette nouvelle revue, dont nous essaierons de traduire certains textes.

### A. rivista anarchica

Mensuel. V<sup>e</sup> année, N° 4, mai 1975. Casella postale 3240, 20100 Milano.

### Volontá

Aurelio Chessa, Via posta vecchia 14, 51100 Pistoia.

### Umanità Nova

Hebdomadaire de la fédération anarchiste italienne. Piazza Matteotti 31, 54033 Carrara.

### L'internazionale

Quinzomadaire des groupes d'initiative anarchiste. Luciano Farinelli, Casella postale 173, 6100 Ancona.

### Crescita politica

Casella postale 1418, Firenze. N° 1 en attente d'autorisation : aux camarades sur le capitalisme. Restructuration et Lutte de classe. Revue Anarchiste communiste.

### Acción Anarco-Sindicalista

N° 2, mai 1975. Por la reconstrucción de la CNT (Espagne).

### Black Flag

Organ of the Anarchist Black Cross  
Vol. IV, N° 1, may 1975  
83 A, Haverstock Hill, London NW3.

## Le Libertaire

Vol. VI, N° 4, march 1975  
7-4-60, Yachiyo - Dai - Kieta/Yachiyo-Shi Chiba, 276, Japan.

### Libero International

N. 1, january 1975, publié par CIRA-NIPPON  
V.P.O. Box 1065, KOBE, Japan 650-91.

### FAA Bulletin

Federation of Australian Anarchists  
Edited: La Trobe Anarchists and Anarchist  
Black Cross. C/o SRC, La Trobe University,  
Bundoora, Vic., 3083.

### Acción Directa

por la revolución social. Vocero de la Organización Anarquista Revolucionaria. Mensuel.  
Buenos Aires, Argentina.

### Organización Obrera

Organo de la Federación Obrera Regional Argentina, F.O.R.A. N° 26, enero 1975. C. Salva-  
dores 1200, Buenos Aires, Argentina.

### A Batalha

Antigo Orgão da Confederação Geral do Trabalho. Quinzenario, 24 maio 1975. Rua Angelina Vidal, 17, 2° Esq., Lisboa.

### Combate

Av. Santos Dumont, 49 R/CD, Lisboa 4.

### Freedom

Anarchist Fortnightly. Bi-mensuel  
Vol 36, Nos. 17-18, mai 1975  
Freedom Press, 84 B Whitechapel High Street,  
London E1.

## RAVACHOL PAS MORT !

Notre camarade François Claudius Koenigstein vient d'être le héros d'un exploit dont nous ne pouvons que nous réjouir : quatre-vingt trois ans après sa mort, notre camarade (que nous avons tous pris l'habitude d'appeler Ravachol) a en effet réussi à s'évader du service de neuro-pathologie de l'hôpital de la Salpêtrière, à Paris, déjouant la vigilance du professeur Escourrolle. Celui-ci gardait dans un placard de son laboratoire un bocal où la tête de notre camarade était conservée dans le formol. La demi-tête, plutôt, puisqu'elle fut fendue dans le sens de la hauteur après son exécution, en 1892, afin de permettre l'étude des circonvolutions cérébrales d'un militant révolutionnaire : depuis l'époque, et les lubies du professeur Lom-

broso, qui rêvait de découvrir le germe de l'anarchie dans les tares congénitales, la « science » officielle n'a guère progressé — n'est-ce pas, messieurs les neurologues qui avez demandé à ouvrir le crâne d'Ulrike Meinhof, il y a 18 mois ?

Saluons donc Ravachol, qui a réussi à s'évader de son bocal, et des griffes du professeur Escourrolle. Regrettons simplement que, dans son bref moment de liberté, il ait choisi une si mauvaise compagnie : de louches individus qui, sous prétexte que « c'était sa place », l'ont persuadé de chercher asile... au Panthéon ! Notre camarade, ignorant que la police de Ponia entraînait partout, s'est laissé cueillir sans résistance, le 2 avril, au petit matin. Il est actuellement gardé à vue au commissariat du 5<sup>e</sup> arrondissement.



Il y a dans chacun de nous, mais suivant des processus différents, du capitalisme, du fascisme, de la répression. Etre révolutionnaire c'est lutter aussi contre cela, et en tenir compte, c'est-à-dire qu'il n'y a pas une masse potentiellement révolutionnaire « trahie » par des méchants bureaucrates, mais que le capitalisme ne pourra sécréter ses éléments de stabilisation (tous les syndicats, tous les partis) qu'aussi longtemps que nous les aurons dans la tête. Cela ne signifie pas qu'il faille changer « l'individu » avant la société, mais que nous devons essayer de comprendre les rapports entre les institutions répressives et nous, sans tomber dans le problème de la poule et de l'œuf. Le changement et la « conscience » s'acquiert dans la lutte contre tout ce qui dirige, centralise, contre toutes les institutions intermédiaires et idéologiques, et en définitive contre l'Etat, et ce, dans tous les domaines de la vie quotidienne et pas seulement dans nos lieux de travail.

Notre projet est donc anti-autoritaire et anti-étatique.

En conséquence, le rôle d'un groupe révolutionnaire, n'est pas de représenter ni d'organiser qui que ce soit mais de participer (sans séparation entre théorie et pratique, autant que cela soit possible) à la destruction du capitalisme, en fonction de ce qu'il pense et de ce qu'il souhaite. Il n'est pas extérieur à des masses qui sans lui ne seraient que réformistes, il en est une partie minuscule qui ne désire ni diriger ni être dirigée et qui a décidé de s'exprimer, de proposer, d'analyser, de lutter.

La contradiction et les oppositions entre un groupe et le reste de la société existent, mais finalement pas davantage qu'entre différentes couches sociales, qu'entre différentes fractions du prolétariat. Le danger d'avant-gardisme existe aussi

dans la mesure où tout le monde ne s'exprime pas et ne propose pas, et où des canaux égaux d'échange n'existent pas. Il nous faut donc favoriser au maximum l'éclosion de l'expression, la création de multiples canaux d'échanges, et ce sans tomber dans le piège d'une radicalité élitiste qui n'est que le revers de la médaille du frontisme réformiste. Et cela n'est pas simple, quand il s'agit de définir une stratégie révolutionnaire, les groupes ont tendance à aller de l'une à l'autre, d'un jour à l'autre.

Nous ne pensons pas que le « socialisme » soit contenu inéluctablement dans le capitalisme à cause de ses contradictions internes. Cette vision idéaliste de l'histoire a plusieurs inconvénients :

- triomphalisme qui masque les difficultés profondes à résoudre,
- tendance à ne rien faire et attendre,
- situer toujours et uniquement le problème au niveau économique et politique,
- favoriser des institutions qui, au nom de leur prétendue place dans le « sens de l'histoire », acceptent la légalité, et ne sont en fait que des moyens de conservation du système.

Ces conséquences font que nous refusons cette conception de l'histoire non pas parce qu'elle est fautive ou vraie : il n'existe pas plus de science de la révolution que de science de l'histoire. C'est en fonction de notre projet révolutionnaire, anti-étatique, anti-autoritaire, anti-centraliste, que nous jugeons l'histoire et les systèmes politiques et économiques, et que nous luttons.

(Texte collectif - La Lanterne Noire n° 1)



## sommaire

La violence révolutionnaire  
Vietnam : Quelle évolution ?  
Etre gouverné c'est être recensé  
Portugal : Les luttes autonomes des travailleurs  
Stuttgart. la fin de l'expiation  
Lire ou ne pas lire — Débat  
Courrier — Revues et journaux

**Prix 5,50 F.**

Éd. Ruche Ouvrière, 10, r. Montmorency, 75003 Paris